



Rapport de présentation du Budget Primitif

2025



*Avec vous,
chaque jour !*

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
I – LES PREVISIONS DE RECETTES EN 2025	7
II – LES PREVISIONS DE DEPENSES EN 2025	9
A/ La présentation des dépenses par politique	11
1) Les politiques de Solidarités	13
2) Les politiques d'intervention sur les Territoires	19
3) La DGA Ressources	25
B/ La programmation pluriannuelle des dépenses	29
1) Les dépenses d'investissement : les Autorisations de Programme	29
2) Les dépenses de fonctionnement : les Autorisations d'Engagement	29
III – L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER DU BUDGET 2025	31
A/ La section de fonctionnement	31
B/ La section d'investissement	32

ANNEXES

Balances générales du projet de Budget Primitif 2025	35
Présentation des crédits par politiques	37
Tableaux des Autorisations de Programme et Autorisations d'Engagement	39

PREAMBULE

Dans la continuité des Orientations Budgétaires, le Budget Primitif du Département pour 2025 traduit la difficulté financière dans laquelle il se trouve, dans un contexte incertain.

Dans le brouillard institutionnel et financier, le Département d'Indre-et-Loire a dû construire son budget pour l'année 2025, alors même qu'il se trouvait déjà dans une situation fragilisée par la chute de ses Droits de Mutation à Titre Onéreux depuis deux ans, et des conséquences directes sur l'épargne. L'équilibre du budget, imposé par le CGCT, sera atteint ; mais la règle d'or d'un équilibre sans reprise anticipée du résultat de l'année précédente n'est plus tenable. Le fort effet ciseau a anéanti les réserves de DMTO disponibles en deux ans, et l'équilibre du budget 2025 ne peut plus s'en prévaloir.

Aussi, la **démarche d'optimisations financières**, enclenchée dès le printemps 2024 pour préparer le budget 2025, aura permis d'innover budgétairement en réinterrogeant le périmètre des politiques publiques départementales ; et a nécessité un véritable travail de fond pour atteindre les objectifs stratégiques de la collectivité.

Cette approche vertueuse s'est ensuite heurtée aux **annonces nationales dans le cadre de la préparation de la Loi de Finances pour 2025**, avec une contribution inédite des collectivités au redressement des comptes publics : dispositif de lissage, gel de la dynamique de la TVA reversée aux collectivités, baisse de dotations, hausse des cotisations retraite CNRACL, ... L'adoption de la Loi de Finances confirme l'effort attendu à hauteur de 2,2 milliards d'euros pour les collectivités, dont **8,1 millions d'euros estimés pour le Département d'Indre-et-Loire (hors hausse de fiscalité sur les DMTO)**.

En effet, le **dispositif de lissage conjoncturel (DILICO)** prévoit la mise à contribution de chaque catégorie de collectivités, dont 220 millions d'euros pour les départements, soit **22% de l'effort global supporté par seulement la moitié des départements**. La contribution pour ces derniers est calculée à partir d'un indice de fragilité sociale (IFS) comprenant le revenu par habitant et la proportion de bénéficiaires des allocations individuelles de solidarité sur le territoire. Il est normalement prévu que cette contribution soit mise en réserve, puis reversée progressivement aux collectivités à hauteur de 90% sur 3 ans (les 10% restant serviront à alimenter les fonds de péréquation).

Un projet de décret est en cours de rédaction et le Département d'Indre-et-Loire serait éligible.

L'impact financier pour la collectivité, d'après les dernières simulations nationales, s'élève à 2,2 M€. Par prudence et en attendant la stabilisation de ces simulations, il est proposé de provisionner dès le BP la somme d'1 M€.

Le **gel de la TVA reversée aux collectivités** a également été confirmé dans la Loi de Finances pour 2025, correspondant à une perte de 688 M€ pour les départements dont 4,1 M€ pour l'Indre-et-Loire. Cette année blanche est présentée comme exceptionnelle en 2025, et n'aurait pas vocation à être reconduite en 2026.

En outre, la **baisse de dotations** se poursuit en 2025, puisque la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) fait à nouveau partie des variables d'ajustement de l'Etat. La perte est estimée à 0,34 M€ pour le Département.

Enfin, les **mesures nationales** poursuivent quant à elles leur dynamique d'impact sur les collectivités, puisque l'Etat a décidé unilatéralement de relever les cotisations retraite CNRACL pour les employeurs de +3 points par an sur 4 ans, à compter de 2025 ; ainsi que la contribution patronale d'assurance maladie. Ce surcoût se chiffre à +2,0 M€ pour le Département. Et les mesures nationales des années

précédentes, sans compensation intégrale, se cumulent sur le budget départemental pour représenter un montant de 32 M€.

Ainsi, les départements se trouvent asphyxiés par ces mesures nationales, et ont obtenu une maigre contrepartie, avec la possibilité d'augmenter **le taux des DMTO** de 4,5% à 5% (+0,5 point), hors primo-accédants. Cette hausse est provisoire et s'éteindra au 1^{er} avril 2028. **Le Département souhaite ainsi se saisir de cette recette complémentaire mineure pour couvrir la contribution au redressement des comptes publics** : une délibération est présentée à la session du 28 mars 2025, pour une application à partir du 1^{er} mai.

Acteur des solidarités humaines et des territoires, le Département se donnera les moyens d'assurer les missions de service public qui lui incombent, au bénéfice des habitantes et habitants d'Indre-et-Loire. La collectivité tentera de rester cet échelon de proximité, avec les moyens qui sont les siens aujourd'hui.

Une collectivité de proximité et des solidarités, tournée vers l'accompagnement des personnes fragiles :

La maîtrise de la croissance des politiques sociales du Département conduit à une évolution contenue de +8,2 M€ en 2025 (par rapport au Budget Primitif 2024) et représente le cœur d'intervention de la collectivité (66%). La recherche du besoin juste pour opérer **une juste dépense** constitue la stratégie financière appliquée une nouvelle fois cette année.

En trois ans, les politiques sociales ont connu une croissance de quasiment +60 M€ entre le CA 2022 et le BP 2025, pour répondre au mieux aux besoins des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance, à ceux des bénéficiaires du RSA, de l'APA et de la PCH, ainsi que les frais d'hébergement, enfin à l'impact de la crise énergétique sur les ménages précaires.

En 2025, les efforts se concentrent à nouveau sur la prévention et la protection de l'enfance (+1,3 M€) et les prestations sociales à destination des personnes âgées et personnes en situation de handicap (+5,1 M€). Ainsi, le Département revalorise, certes de manière contenue pour 2025, **les taux directeurs plafond** d'évolution des dépenses des établissements, maintient **l'offre d'accueil** pour les enfants confiés, poursuit la mise en œuvre de la contractualisation avec l'Etat au titre du **Pacte Local des Solidarités**, afin d'œuvrer au titre de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge, de l'accès à l'emploi et à l'insertion, de lutter contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et d'accompagner les transitions écologiques solidaires.

Une collectivité de proximité et des solidarités, tournée vers l'accompagnement des territoires :

En fonctionnement, et malgré les difficultés financières de la collectivité, les actions en faveur de la transition écologique, énergétique et mobilités durables (9,5 M€) se poursuivent et le soutien aux acteurs culturels, sportifs, touristiques est maintenu (8,3 M€) ; ainsi que la contribution au SDIS à un niveau élevé (31,1 M€).

En investissement, conscient de sa trajectoire fragilisée, le Département propose un soutien maximum de 82 M€ pour 2025 en investissement direct et accompagnement de partenaires (y compris les délégations de compétences d'aides à l'habitat, projetées à hauteur de 12 M€ et strictement équilibrées en dépenses et recettes) :

- **Les collèges : 15,2 M€** seraient consacrés à la poursuite des fins de chantiers engagés dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement « collèges » et l'aménagement des cours de

collèges. Les programmes des grosses réparations et de mise aux normes d'accessibilité sont ajustés ; et les acquisitions d'équipements sont réévalués aux besoins justes (meublier scolaire, matériel d'entretien, matériel de cuisine et informatique).

- **Le soutien aux communes et EPCI : 11 M€** selon les capacités financières de la collectivité, pourraient être consacrés à l'aide aux projets portés par les communes et EPCI, via les fonds départementaux F2D/FDSR.
- **Les infrastructures routières : 13,8 M€** afin de poursuivre les travaux engagés sur les ouvrages d'art (ponts de Descartes, de l'Île-Bouchard et de Saché), tout en limitant le programme d'amélioration du réseau d'entretien routier départemental.
- **La transition écologique et énergétique (hors mobilités durables) : 8,7 M€** d'actions seraient projetées sur le territoire en 2025, avec le démarrage du Contrat de Performance Environnemental portant sur 68 sites du Conseil départemental ; la finalisation du projet de panneaux photovoltaïques sur les toitures des collèges ; la poursuite des travaux de rénovation énergétique des collèges ; la mise en œuvre des projets du Schéma des ENS, ainsi que le lancement des travaux d'élaboration du Schéma départemental d'Alimentation en Eau Potable et la poursuite du Plan des mobilités douces.
- **L'habitat : 13,2 M€** en 2025 avec la montée en puissance de la délégation des aides à l'habitat (aides à la pierre et amélioration de l'habitat privé avec l'instruction des demandes de subventions pour le compte de l'ANAH -équilibrées en dépenses et recettes-).
- **Le plan d'investissement en faveur de la reconstruction et réhabilitation des EHPAD : 1,3 M€** au titre notamment des travaux de restructuration de l'EHPAD de VILLELOIN-COULANGE ; et l'aide au financement des travaux de sécurisation de l'EHPAD de la CELLE-GUENAND.
- **La valorisation du patrimoine départemental (dont les monuments) : 7,5 M€** en faveur de la restauration des remparts de Loches et Chinon, du Nymphée du Grand-Pressigny ; l'ajustement du programme des grosses réparations ; et le démarrage du chantier de construction d'un centre d'exploitation à Sainte-Maure-de-Touraine.

Ainsi, à la lumière des difficultés financières auxquelles le Département doit faire face, il met tout en œuvre pour rester un échelon de proximité et assurer ses missions de service public.

Le Département présente en responsabilité :

⇒ Un budget de fonctionnement maîtrisé pour répondre aux besoins :

Les dépenses de fonctionnement évoluent de +1,3% entre le Budget Primitif 2024 et le Budget Primitif 2025, passant de 610,3 M€ à 618,6 M€.

⇒ Un niveau d'investissement ciblé pour contenir la dette :

Les dépenses d'investissement (hors remboursement du capital de la dette) s'élèveraient à 82 M€, correspondant à un soutien encore élevé et permettant de porter ses projets sur le territoire.

Enfin, l'épargne brute (23,8 M€) issue de la section de fonctionnement est impactée par la faible augmentation des recettes de fonctionnement, malgré les efforts de maîtrise de la croissance des dépenses et malgré la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2024 (22,9 M€). L'épargne brute ne permet pas de couvrir l'ensemble du remboursement du capital de la dette (29,9 M€), et conduit à afficher, pour la deuxième année consécutive, une épargne nette négative en prévision budgétaire (- 6,1 M€). L'emprunt d'équilibre prévisionnel de 60 M€ est réduit par rapport à celui affiché au Budget Primitif 2024 (73,2 M€). A ce stade, le stock de dette reste maîtrisé à 237,6 M€ à fin 2024.

Ainsi, ce budget contenu à hauteur de 745 M€ devrait permettre de maintenir les missions de service public, sans coupe sombre, pour répondre aux besoins en période de crise économique et sociétale, en n'abandonnant personne sur le bord du chemin et en maintenant le rôle du Département comme acteur du quotidien, solidaire et transverse.

I- LES PREVISIONS DE RECETTES EN 2025

Les prévisions de recettes de fonctionnement et d'investissement pour le Budget Primitif 2025 sont détaillées dans les rapports thématiques.

Prévisions de recettes			
<i>En EUROS</i>			
Section de fonctionnement	BP 2024	BP 2025	Évolution en %
Totales :	632 694 429	642 365 363	1,5%
Reprise de l'excédent de l'exercice précédent	15 762 970	22 955 456	45,6%
Fiscalité directe	34 352 060	35 582 060	3,6%
Fiscalité indirecte	393 023 798	402 453 798	2,4%
Reprise mise en réserve DMT0	19 000 000	0	-
Concours de l'Etat	94 515 595	94 960 841	0,5%
Fonds CNSA et autres recettes sociales	64 658 347	73 428 591	13,6%
Autres recettes	11 381 659	12 984 617	14,1%
Section d'investissement			
Totales :	132 361 815	102 738 128	-22,4%
Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	36 224 757	14 356 534	-60,4%
Concours de l'État	11 632 826	12 173 632	4,6%
Subventions d'équipement à recevoir	9 207 084	14 279 867	55,1%
Cessions d'immobilisations prévues	1 024 000	367 000	-64,2%
Autres recettes	1 086 501	1 624 990	49,6%
Emprunt d'équilibre	73 186 647	59 936 105	-18,1%
Recettes totales	765 056 243	745 103 490	-2,6%
Mouvements neutres de dette	120 000 000	124 000 000	
Totales votées	885 056 243	869 103 490	-1,8%

II- LES PREVISIONS DE DEPENSES EN 2025

Les prévisions de dépenses de fonctionnement et d'investissement pour le Budget Primitif 2025 sont détaillées dans les rapports thématiques.

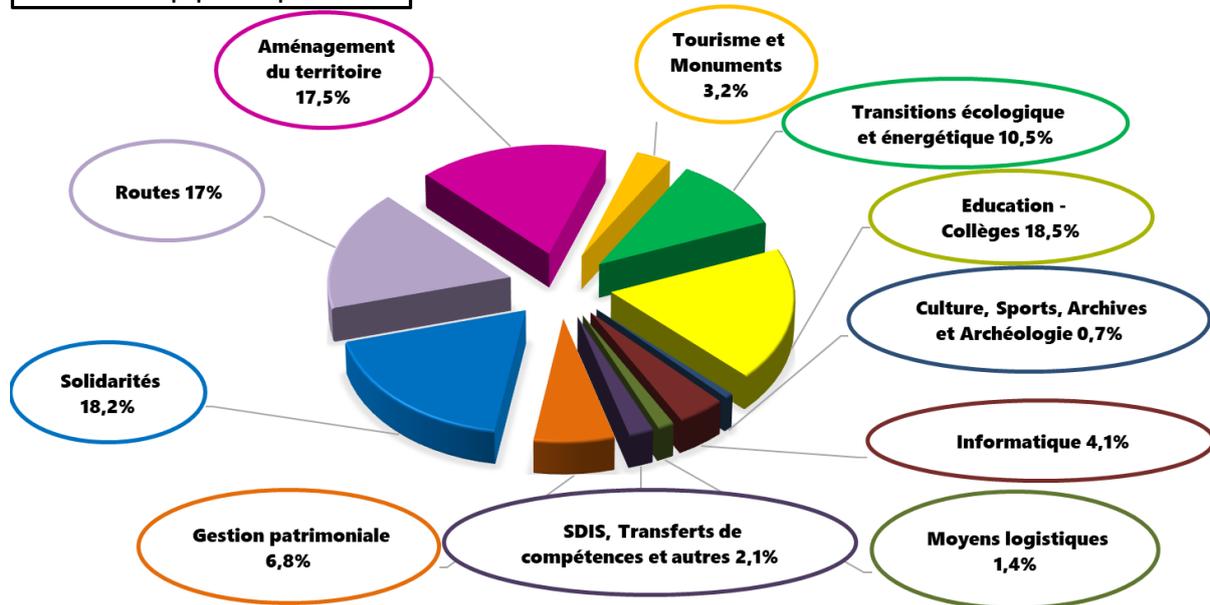
Prévisions de dépenses

En EUROS

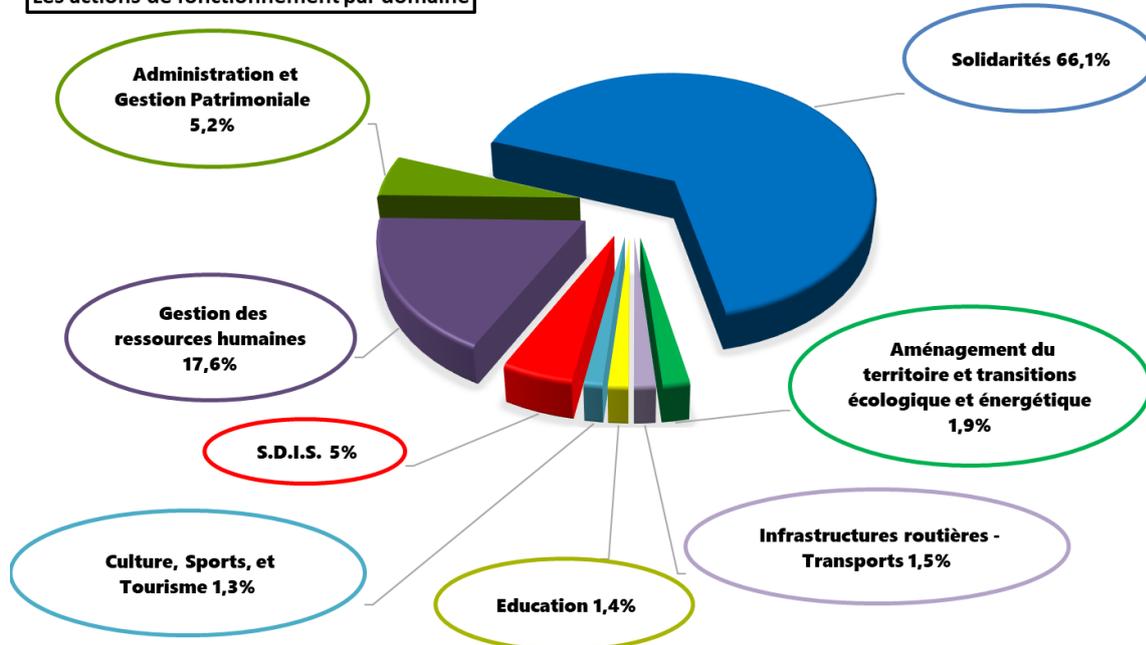
Section de fonctionnement	BP 2024	BP 2025	Évolution en %
Totales :	610 329 155	618 551 392	1,3%
Solidarités	400 813 306	408 996 232	2,0%
Territoires	41 642 704	37 612 364	-9,7%
Gestion des Ressources Humaines	106 604 402	108 996 717	2,2%
Charges financières de la dette	4 730 000	4 595 503	-2,8%
SDIS	31 107 590	31 107 590	0,0%
Transferts de Compétences	2 947 263	2 947 263	0,0%
Autres dépenses	22 483 889	24 295 723	8,1%
Section d'investissement			
Totales :	154 727 088	126 552 098	-18,2%
Solde d'exécution d'investissement reporté N-1	36 224 757	14 356 534	-60,4%
Solidarités	8 371 915	14 997 084	79,1%
Territoires	68 068 940	55 483 354	-18,5%
Capital de la dette	28 500 000	29 900 000	4,9%
Gestion patrimoniale	5 183 211	5 599 612	8,0%
Transferts de Compétences	1 358 775	1 358 775	0,0%
Autres dépenses	7 019 490	4 856 739	-30,8%
Dépenses totales	765 056 243	745 103 490	-2,6%
Mouvements neutres de dette	120 000 000	124 000 000	
Totales votées	885 056 243	869 103 490	-1,8%

A/ La présentation des dépenses par politique

Les actions d'équipement par domaine



Les actions de fonctionnement par domaine



1) Les politiques des Solidarités

DGA Solidarités, le premier budget du Département : 424,0 M€

En Euros	Fonctionnement	Investissement	Evolution % BP 2025 / BP 2024	
	BP 2025		Fonctionnement	Investissement
Enfance et Famille	104 576 929	5 500	1,3%	-96,8%
Prévention	14 860 734	0		
Protection	75 740 297	0		
IDEF	12 634 462	0		
Protection maternelle et infantile	830 370	5 000		
Modes d'accueil des jeunes enfants	180 066	500		
Planification familiale	331 000			
Autonomie	199 481 080	1 340 000	2,6%	-19,8%
Maintien à domicile des personnes handicapées	38 644 900	0		
Aide à l'hébergement des personnes handicapées	69 911 000			
Financement de la MDPH	1 224 100			
Maintien à domicile des personnes âgées	43 110 100			
Aide à l'hébergement des personnes âgées	44 347 000	1 340 000		
Autres dépenses en faveur des personnes âgées	2 243 980			
Insertion	101 246 797	0	1,9%	-
Inclusion des publics en difficulté	101 046 797	0		
Insertion des jeunes en difficulté	200 000	0		
Habitat	553 002	13 175 326	-11,4%	129,6%
Actions en faveur de l'habitat locatif social	0	2 127 326		
Action en faveur de l'habitat privé	40 000	11 000 000		
Dispositifs spécifiques liés à l'habitat	513 002	48 000		
Logement	1 780 213	360 000	-3,8%	0,0%
Fonds de solidarité logement	1 780 213	360 000		
Action sociale	1 358 211	116 258	-0,4%	-73,1%
Aides et accompagnement social	1 006 583	116 258		
Actions territorialisées	20 000	0		
Centres de vacances	331 628	0		
TOTAL DGA SOLIDARITES	408 996 232	14 997 084	2,0%	79,1%

Les politiques sociales du Département représentent désormais 66% du budget en fonctionnement et 18% en investissement.

En fonctionnement, le budget consacré à ces politiques en 2025 augmente de +2,0% par rapport au Budget Primitif 2024, soit +8,2 M€. **Les enjeux de maîtrise des dépenses sociales pour viser l'équilibre du budget départemental se matérialisent par des efforts importants sur l'Allocation du RSA et le refus d'inscrire de nouvelles dépenses non compensées par l'Etat.**

En investissement, les crédits 2025 évoluent fortement (+6,6 M€) en lien avec la montée en puissance de la délégation de l'ANAH sur l'amélioration de l'habitat privé (11 M€) équilibrées en dépenses et recettes d'équipement.

De plus, une démarche de **réflexion de déshabilitation des 3 Services Autonomie à Domicile (SAD)** autorisés par le Département, sera engagée en 2025, considérant que les revalorisations tarifaires et la compensation de l'avenant 43 représentent chaque année une charge financière impactant fortement le budget de la collectivité sans pour autant garantir l'équilibre économique des SAD. La déshabilitation aurait pour conséquence de permettre aux SAD de pratiquer des **tarifs libres** qui demeurent cependant encadrés par un décret annuel limitant le taux d'évolution des tarifs des SAD non habilités, et par le levier contractuel du CPOM.

La progression en fonctionnement provient essentiellement des prestations sociales à destination des personnes âgées et personnes en situation de handicap (+5,1 M€) ; de l'aide sociale à l'enfance (+1,3 M€) ; ainsi que la politique d'insertion (+1,9 M€) :

- Le Département revalorise pour 2025, malgré ses difficultés financières, **les taux directeurs plafond** d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux :
 - +1% pour les établissements dans le domaine de l'enfance ;
 - +1,5% pour les établissements dans le domaine de l'autonomie ;
 - +1,5% du tarif horaire de base des Services Autonomie à Domicile (SAD) qui sont habilités à l'aide sociale.
- Le **tarif plancher** légal est également fortement revalorisé à compter du 1^{er} janvier 2025 (+4,6% soit 24,58 € par heure).
- La mise en œuvre du **Schéma Départemental Unique des Solidarités**.
- La provision sur **les Oubliés du SEGUR** (extension du SEGUR dans le secteur médico-social) décidée unilatéralement par l'Etat et sans compensation financière (1,5 M€ prévus au BP 2025).
- **L'offre d'accueil pour les enfants confiés** produit ses effets en année pleine, et fait suite à des créations de mesures de prévention à domicile en 2024 (+15 mesures AEDI ; +18 mesures AEMO ; +18 mesures AEMOR ; 64 accompagnements PEAD). Il en est de même, pour **l'IDEF** avec l'effet en année pleine de décisions prises en 2024 (création de l'unité « Temps d'Evaluation pour les Mineurs en Préautonomie en vue d'une Orientation » (TEMPO) et du « Dispositif Institutionnel Expérimental et Spécialisé pour les Enfants en situation de handicap » (DIESE).
- Les **mesures nationales imposées par l'Etat** dans le secteur social, et non compensées intégralement pourraient représenter un reste à charge d'environ 18 M€ en 2025 (revalorisation du RSA, SEGUR de la santé initial et Oubliés du SEGUR, avenant 43, loi TAQUET, ...).
- La contractualisation entre l'Etat et le Département dans le cadre de la mise en œuvre du **Pacte Local des Solidarités** se poursuit en 2025 à hauteur de 1,1 M€ en dépenses et recettes.
- **Une probable nouvelle contractualisation enfance** entre le Département et l'Etat en 2025, dans la continuité de celle de 2024.
- Les **Allocations Individuelles de Solidarité** (AIS) progressent de +4,3 M€ entre le BP 2024 et le BP 2025, et se décomposent ainsi :
 - ⇒ La Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) augmentent de +1,6 M€, portant son montant à 38,0 M€ pour 2025 ;
 - ⇒ L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) évolue de +0,6 M€, soit 71,5 M€ proposés pour 2025 ;
 - ⇒ Le Revenu de Solidarité Active (RSA) augmenterait également à 92,8 M€ (+2,0 M€) du fait des revalorisations successives des années antérieures (2022-2023-2024), alors que le nombre d'allocataires est quasi constant.

Ainsi, le reste à charge pour le Département concernant les allocations, est estimé à 98,5 M€ sur les 200,9 M€ (y compris les indus) de dépenses totales en faveur des AIS, soit 49% non compensées.

- **La politique autonomie : 200,8 M€ dont 1,3 M€ en investissement**

La politique autonomie intervient en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Le budget consacré à cette politique se renforce : **+5,1 M€ en fonctionnement** et s'ajuste en investissement pour tenir compte de l'avancement prévisionnel des projets de travaux portés par les EHPAD : **-0,3 M€ entre le BP 2024 et le BP 2025**.

En 2025, les crédits consacrés à **l'APA à domicile (43,1 M€)** permettront de garantir le financement de l'évolution du nombre de bénéficiaires (estimation de +100 bénéficiaires en 2025) ; le surcoût induit par la revalorisation tarifaire de l'heure d'intervention à domicile réalisée par les Services Autonomie à Domicile (SAD) non tarifés, avec la revalorisation importante du tarif plancher (+4,60%) ; le soutien aux

SAD habilités à l'aide sociale avec l'application d'un taux directeur plafond de +1,5% sur le tarif horaire de base ; le surcoût de l'avenant 43 ; ainsi que la dotation qualité au titre des prestations d'APA.

Les crédits consacrés au titre de **l'APA en établissements (28,4 M€)** permettront de :

- couvrir l'APA versée à tous les EHPAD du Département (24,5 M€) sous forme de dotation globale. Cette dotation permettra de couvrir l'augmentation du niveau de dépendance, à partir d'un point GIR maintenu à 7,30 €.
- couvrir l'APA versée aux allocataires hors département (3,9 M€) qui ont conservé leur domicile de secours en Indre-et-Loire (820 allocataires).

La dépense globale d'APA est compensée, en partie, par **la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA)**. Pour 2025, la prévision de cette recette s'élève à **30,3 M€ représentant un taux de couverture de 46%** ; 2,0 M€ pour la revalorisation salariale des SAD ; 1,2 M€ concernant l'augmentation du tarif plancher de 24,58 € ; et 2,8 M€ au titre de la dotation qualité.

Les crédits destinés au financement des **frais de séjour** des personnes âgées dans les établissements d'Indre-et-Loire et hors département s'élèveront à **15,8 M€**, avec un **taux d'évolution des dépenses d'hébergement des EHPAD tarifés par le Département de 1,5%**. Ce taux représente un effort financier de **0,3 M€**.

Les **recettes liées aux participations des bénéficiaires et de leur famille et des recours sur succession** s'élèvent à **3,2 M€**.

Concernant la **Conférence des Financeurs**, 0,6 M€ de dépenses de fonctionnement financeront un certain nombre d'actions de prévention. En recette, les concours CNSA viennent couvrir toute la dépense.

La **prestation d'Aide à la Vie Partagée (AVP)** à destination des personnes âgées résidant en habitat inclusif, conduit à l'inscription d'une dépense de 0,5 M€ et d'une recette de 0,25 M€.

En investissement, les crédits 2025 pourraient couvrir, dans le cadre du Plan d'Investissement Autonomie :

- Les travaux de l'EHPAD de VILLELOIN-COULANGE (0,85 M€) ;
- Le soutien aux actions liées à l'innovation dans les établissements sociaux et médico-sociaux (0,09 M€) ;
- Les travaux de sécurisation de l'EHPAD de La Celle-Guénand (0,35 M€) ;
- Une subvention complémentaire pour la création du Relais SEPIA d'AMBOISE avec 22 places d'accueil temporaire à destination des personnes âgées dont 4 places réservées à des personnes handicapées vieillissantes.

Dans le domaine des aides en faveur des personnes handicapées, la **Prestation de Compensation du Handicap (PCH)**, accordée par la MDPH et versée par le Conseil départemental s'élève à **33,5 M€**, en prévision 2025, intégrant une progression de l'activité et les revalorisations des tarifs nationaux (+1,9 M€) ; la revalorisation du tarif plancher à 24,58 € pour les SAD non habilités à l'aide sociale ; ainsi que la revalorisation du tarif horaire des SAD tarifés ; l'impact de l'avenant 43 ; et celui de la dotation qualité.

L'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP) est estimée à **1,5 M€**.

La recette liée à la **compensation de la CNSA** s'élève à **8,6 M€ correspondant à un taux de compensation de 24%** ; 0,7 M€ au titre de l'avenant 43 ; 0,9 M€ au titre du tarif plancher ; et 1,3 M€ au titre de la dotation qualité.

L'aide à l'hébergement ou l'accueil des personnes handicapées est estimé à **69,5 M€**, intégrant un **taux d'évolution de l'enveloppe des dépenses d'hébergement de 1%**, représentant un effort financier de **1,0 M€** ; et une provision pour les Oubliés du SEGUR (**0,8 M€**) sans compensation.

Enfin, le **financement de la MDPH** représente **1,2 M€ de dépenses et 0,9 M€ de recettes**.

- **La politique de l'enfance et de la famille : 104,6 M€**

Le Département poursuit ses actions en faveur de l'enfance pour 2025, avec l'impact financier en année pleine des créations de mesures votées en 2024.

La **protection maternelle et infantile** bénéficiera d'un budget de **0,8 M€** en fonctionnement, à destination des actions médico-sociales précoces, des consultations et bilans médicaux, et du soutien aux actions pour jeunes enfants.

Les crédits dédiés aux **modes d'accueil des jeunes enfants** serviront à la formation des assistants maternels agréés et au financement des Relais Petite Enfance jusqu'en juin 2025 (**0,15 M€**).

Dans le cadre de la **planification familiale (0,33 M€)**, le financement des centres de planification et d'éducation familiale se poursuit en 2025.

S'agissant de la **prévention de l'enfance**, la **prévention collective** est maintenue à **0,8 M€** en 2025, et la **prévention à domicile (14,0 M€)** pérennise les mesures créées en cours d'année 2024 avec un **taux directeur plafond d'1%**.

Concernant la **protection de l'enfance**, un budget de **75,7 M€** est proposé au BP 2025, dont 49,9 M€ pour les Placements en Maisons d'Enfant à Caractère Social permettant notamment le financement de **574 places**, et tenant compte de la revalorisation du taux directeur plafond de **1%** pour l'ensemble des dispositifs d'hébergement et d'accueil de jour.

Et l'enveloppe hors appel à projets est maintenue à hauteur de 1,2 M€ afin de répondre aux situations en attente pour un financement de **35 places**.

Ensuite, une enveloppe de **1,2 M€** est prévue afin de financer des déficits antérieurs aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ; ainsi que 1 M€ pour le financement de **20 places** hors département, pour des prises en charges spécifiques.

Une reconduction de la **contractualisation enfance** avec l'Etat permettrait d'obtenir un soutien financier d'1 M€.

En parallèle, la prise en charge des **Mineurs Non Accompagnés (MNA)** se poursuit dans les dispositifs de protection de l'enfance (6,6 M€), soit **256 places**, et dans d'autres structures d'hébergement collectives (1,4 M€) pour un coût total de 8,0 M€. Il est prévu en parallèle, une recette de l'Etat de 0,35 M€ au titre de la participation des dépenses pendant la période de mise à l'abri des jeunes.

En outre, la **rémunération et les frais annexes des assistants familiaux** émarginent sur cette politique, pour un montant de **24,2 M€** (soit +0,8 M€ par rapport au BP 2024), prenant en compte les revalorisations votées le 1/12/2024 (notamment l'hypothèse d'une revalorisation du SMIC de 2% et l'hypothèse de 18 recrutements échelonnés).

Enfin, une **subvention d'équilibre à l'IDEF de 12,6 M€ en fonctionnement**, soit +1,0 M€ par rapport au BP 2024, intégrant les effets de la création des unités TEMPO et DIESE en 2024.

- **La politique insertion : 101,2 M€ dont 1,4 M€ au titre du Fonds Social Européen**

L'allocation de **Revenu de Solidarité Active (RSA)** est projetée à **92,83 M€**, soit une stabilité par rapport au réalisé 2024, prenant en compte le nouveau dispositif de Solidarité à la source qui devrait permettre de limiter les indus (1,2 M€) et ainsi contenir l'évolution de l'allocation.

En contrepartie de l'allocation, la recette du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion versée par l'Etat s'élèverait à 3,5 M€, la recette de TICPE-insertion à 40,25 M€ (recette inscrite dans la politique « gestion financière ») et la recette du Dispositif de Compensation Péréquée (10,8 M€), portant **le reste à charge du Département sur le RSA, en prévision 2025, à 37,0 M€ soit 40,1%**.

Le retour à l'emploi, le plus rapide possible, des bénéficiaires du RSA constitue, cette année encore, une priorité de la politique départementale d'insertion. Ainsi, le Département après avoir expérimenté un projet ambitieux dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi avec l'ensemble des

acteurs de l'insertion, s'inscrit dans la mise en œuvre des dispositions de la loi Plein emploi et notamment la préfiguration du réseau départemental pour l'emploi, co-présidé avec le Préfet.

Les actions en faveur de l'**accès à l'emploi** (notamment les aides aux structures d'insertion par l'activité économique), **les offres d'insertion** et **l'accompagnement individuel** représentent un budget de **6,4 M€**.

En complément de ces missions, le Département **accompagne les jeunes en difficulté**, à travers le Fonds d'Aide aux Jeunes (0,2 M€).

Enfin, le **Fonds Social Européen** (FSE), géré par délégation de l'Etat, est destiné à accompagner les politiques d'insertion pour **1,4 M€** de dépenses et recettes.

Un certain nombre de ces actions seront valorisées dans le Pacte Local des Solidarités (0,5 M€).

- **La politique de l'habitat : 13,7 M€ dont 13,2 M€ en investissement**

La délégation de compétence en faveur des aides à l'habitat représente une somme totale de 12,2 M€ :

- **Les actions en faveur de l'amélioration de l'habitat privé** représentent la part prépondérante (**11 M€ en dépenses et recettes**) : le renouvellement de la délégation des aides à la pierre pour la période 2023-2028 a engendré l'intégration de la mission d'instruction des demandes de subventions et la gestion des crédits dédiés pour le compte de l'ANAH depuis le 1^{er} janvier 2024.
- **La délégation des aides à la pierre (1,2 M€ en dépenses et recettes).**

Le soutien à l'habitat locatif social (hors délégation) sur fonds propres représente **0,9 M€ en investissement**.

Enfin, des **actions spécifiques liées à l'habitat**, dans le cadre notamment du Plan Départemental pour l'Habitat et l'Hébergement (PD2H) et de la gestion locative sociale et maîtrise de l'énergie, sont menées (0,5 M€ en fonctionnement).

Certaines actions sont valorisées dans le cadre de la contractualisation au titre du Pacte Local des Solidarités.

- **La politique du logement : 2,1 M€ dont 0,4 M€ en investissement**

Pour rappel, le Conseil départemental a délégué depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence d'attribution des aides du Fonds de Solidarité Logement (FSL) à Tours Métropole Val de Loire pour son territoire. Il met à disposition de la Métropole les moyens nécessaires à la gestion du fonds sur son périmètre.

Le FSL constituera l'outil financier du Plan Départemental de l'Habitat et de l'Hébergement (PD2H), qui fusionne deux plans : le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et le Plan Départemental de l'Habitat (PDH).

L'accès au logement (0,45 M€ en fonctionnement) permettra de financer les secours, afin de tenir compte de leur forte mobilisation, notamment les aides accordées au paiement du mobilier de première nécessité.

Le maintien dans le logement (0,26 M€ en fonctionnement) permettra de consolider l'aide apportée aux ménages en difficulté de paiement de leur loyer.

Enfin, l'enveloppe consacrée au **maintien de l'énergie, de l'eau et du téléphone** s'élève à 0,5 M€ en fonctionnement, afin d'intégrer le risque lié à l'augmentation du coût de l'énergie. Et une enveloppe destinée à **l'accompagnement des ménages et à la médiation locative** s'élève à 0,6 M€ en fonctionnement, dont 0,3 M€ en faveur du dispositif « Autonomise-Toit ! » visant à conforter l'autonomie

des jeunes de moins de 25 ans, dans leur gestion budgétaire et administrative, leur insertion professionnelle, leur accès au droit, leur santé.

Certaines actions sont valorisées dans le cadre la contractualisation au titre du Pacte Local des Solidarités.

- **La politique action sociale : 1,5 M€ dont 0,1 M€ en investissement**

Le Département valorise à nouveau **une politique de lutte contre la précarité alimentaire** pour 2025.

Certaines actions sont valorisées dans le cadre de la contractualisation au titre du Pacte Local des Solidarités.

En fonctionnement, les **secours d'urgence** (0,2 M€), les **mesures d'accompagnement social personnalisé** (MASP) permettent de financer des aides en faveur des personnes vulnérables (0,3 M€) ; ainsi que **l'accompagnement d'associations** (0,4 M€).

Les actions en faveur du **droit des femmes et égalité** sont maintenues à hauteur de 16 000 € en 2025, complétées par une aide à la Maison des femmes du CHRU (60 000 €).

Enfin, le Département organise des séjours de **colonies de vacances à Longeville-sur-Mer** (0,3 M€).

2) Les politiques d'intervention sur les Territoires

DGA Territoires : 93,1 M€

En Euros	Fonctionnement	Investissement	Evolution % BP 2025 / BP 2024	
	BP 2025		Fonctionnement	Investissement
Infrastructures routières	4 539 170	13 773 590	-10,1%	-23,7%
Entretien et amélioration du réseau	4 527 970	11 357 676		
Grands travaux routiers	11 200	2 415 914		
Transports	4 270 000	0	-9,3%	-
Transports scolaires (élèves et étudiants handicapés)	4 270 000	0		
Aménagement du territoire	2 393 849	14 373 429	-21,3%	5,1%
Rayonnement départemental	711 000	975 000		
Développement territorial	1 682 849	13 398 429		
Transition écologique	1 846 379	4 239 387	-34,2%	-52,8%
Gestion de l'eau et de l'assainissement	360 128	613 978		
Préservation des espaces naturels et des paysages	1 439 251	3 549 841		
Prévention des risques	47 000	75 568		
Transition énergétique	7 510 046	4 421 354	-	-
Performance énergétique	835 500	4 381 354		
Optimisation de la gestion des fluides	6 674 546	40 000		
Déplacements doux et mobilités durables	137 900	250 501	-30,5%	-67,7%
Mobilités douces	137 900	250 501		
Education et Jeunesse	8 628 739	15 203 960	3,3%	-25,3%
Aides aux collèges publics	5 579 739	3 069 274		
Entretien et restructuration des collèges publics	300 000	11 554 686		
Aides aux collèges privés	2 658 100	530 000		
Jeunesse	90 900	50 000		
Action culturelle	2 119 750	352 421	-4,3%	-54,4%
Actions en faveur des disciplines culturelles	1 759 750	55 380		
Développement culturel des territoires	360 000	297 041		
Lecture publique	332 200	100 850	0,0%	18,5%
Soutien à la lecture publique	332 200	100 850		
Monuments et patrimoine culturel	2 009 700	1 935 804	1,7%	4,8%
Conservation du patrimoine culturel	459 700	1 787 804		
Valorisation des patrimoines	1 550 000	148 000		
Archives, archéologie et inventaire	295 000	94 000	-1,7%	-14,5%
Gestion des fonds d'archives et de l'inventaire	105 000	90 000		
Développement des activités archéologiques	190 000	4 000		
Sports et vie associative	1 984 000	61 513	-11,7%	-
Développement des pratiques sportives	1 558 000	0		
Développement sportif des territoires	24 000	61 513		
Vie associative et animation locale	402 000	0		
Tourisme	1 545 631	676 545	-3,5%	-28,0%
Développement touristique	1 545 631	676 545		
TOTAL DGA TERRITOIRES	37 612 364	55 483 354	-9,7%	-18,5%

Les politiques d'intervention en faveur du territoire départemental représentent 67% du budget en investissement et 6% en fonctionnement.

En investissement, il sera tenu compte des difficultés financières : le Département essaiera de maintenir les grands projets en faveur des collèges (15,2 M€), de l'aménagement du territoire (14,4 M€), de l'entretien du réseau routier départemental (13,8 M€), ainsi que les actions en faveur de la transition écologique et environnementale (8,7 M€).

En fonctionnement, un effort sur les dépenses (-4,0 M€ de BP à BP) reflète essentiellement la démarche sur les optimisations financières (optimisation comptable des crédits affectés sur la Taxe Aménagement

inscrits au strict besoin pour l'année ; et ajustement de l'entretien des routes), ainsi que le contexte de baisse des prix de l'énergie en 2025 par rapport à 2024.

- **Education : 23,8 M€ dont 15,2 M€ en investissement (hors travaux de rénovation énergétique)**

Les **aides aux collèges publics** pourraient bénéficier d'une enveloppe de **3,1 M€ en investissement**, dont 0,55 M€ en faveur du mobilier scolaire et matériel d'entretien des ATTEE (adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement) ; 0,85 M€ sur la restauration scolaire (matériel de cuisine) ; 1,6 M€ sur le plan numérique (notamment la poursuite du déploiement du référentiel numérique des collèges).

En fonctionnement, la **Dotation Globale de Fonctionnement des collèges publics** (dotation initiale) s'élève à **2,56 M€** (hors fluides). En outre, les **dépenses en faveur de l'éducation physique et sportive** seraient maintenues à **1,45 M€**.

L'entretien et la restructuration des collèges publics représente la part la plus importante du budget investissement de cette politique : à ce stade, une projection de **11,6 M€** est envisagée pour 2025. Le Département essaiera de poursuivre son **Plan Pluriannuel d'Investissement des collèges** avec 5,4 M€ en faveur des opérations de restructuration :

- ⇒ Travaux d'extension et de rénovation de la demi-pension du collège Montaigne à Tours
- ⇒ Travaux d'extension et restructuration de la demi-pension du collège Choiseul à Amboise ;
- ⇒ Appel d'offres de travaux pour la restructuration lourde du collège d'Esvres-sur-Indre ;
- ⇒ Appel d'offres de travaux pour la restructuration du collège de Neuvy-le-Roi ;
- ⇒ Première phase de travaux portant sur la réfection de l'étanchéité du collège Léonard de Vinci à Tours.

Les travaux de restructuration comprennent également la poursuite de la réalisation des travaux dans le cadre de l'**Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP)** : **0,6 M€** pour les chantiers potentiels en 2025 sont nécessaires.

Ensuite, l'**aménagement des cours de collèges** pourrait se poursuivre en 2025 (0,4 M€ dont 0,2 M€ seraient cofinancés par la Région).

Les **grosses réparations dans les collèges** bénéficieraient d'une enveloppe d'investissement de **4,4 M€** afin d'accélérer les différentes mises en conformité, d'assurer un bon entretien du clos et du couvert, de remédier à la vétusté d'un patrimoine important et contribuer à l'amélioration du quotidien des utilisateurs des collèges.

En outre, les **études et équipements des collèges** bénéficieraient de **0,4 M€** en prévision d'études techniques pré-opérationnelles.

Enfin, les crédits dédiés aux collèges privés sont garantis en 2025 : 2,66 M€ en fonctionnement et 0,5 M€ en investissement.

- **Infrastructures routières : 18,3 M€ dont 13,8 M€ en investissement**

Au regard du contexte financier, les interventions en faveur des routes s'adapteront au plus juste à **l'entretien et à l'amélioration du réseau routier départemental** (**11,4 M€** en investissement et **4,5 M€** en fonctionnement). Peuvent être cités les projets suivants :

- L'amélioration du réseau grâce aux programmes de confortement des chaussées et aux petites opérations d'aménagement routier (9,9 M€)
- Les réparations urgentes (0,15 M€)
- La maintenance des ouvrages d'art (0,5 M€)

S'agissant des **grands travaux routiers** (2,4 M€ en investissements potentiels), les projets suivants se poursuivraient en 2025 :

- La réfection du pont Henri IV à Descartes (1,4 M€)
- La réfection des ponts à l'Île-Bouchard (0,3 M€)
- La réhabilitation du pont Charles de Gaulle à Vouvray (0,2 M€)
- La réfection des ouvrages sur la RD 256 à Saché (0,1 M€)
- L'aménagement de la RD943 : 0,2 M€

- **Déplacements doux et mobilités durables : 0,4 M€ dont 0,25 M€ en investissement**

En 2025, le Département tentera de poursuivre ses investissements avec le Plan des Mobilités Douces en vue de financer des acquisitions foncières et la fin des études pour la rive droite de la Loire sur la commune de Cinq-Mars-la-Pile.

La collectivité entretient également les itinéraires cyclables sur la Loire à vélo (0,15 M€) et hors Loire à vélo (0,05 M€).

En fonctionnement, l'entretien des liaisons cyclables du département serait assuré (0,1 M€).

- **Transports : 4,3 M€ en fonctionnement**

Le nouveau marché avec TRANSDEV TOURAINE permet de contenir l'enveloppe financière à 4,2 M€ en 2025 pour 661 élèves bénéficiant d'un transport adapté. Des frais annexes (remboursement de frais aux familles) sont également à prévoir à hauteur de 0,07 M€.

- **Aménagement du territoire : 16,8 M€ dont 14,4 M€ en investissement**

Un **soutien aux filières agricoles** est valorisé cette année, tant en matière de préservation que de développement ou encore de promotion (0,2 M€ répartis dans chaque politique publique concernée).

Malgré la situation financière, le Département essaiera de maintenir au mieux ses aides au bloc communal **au titre du F2D et du FDSR** en 2025.

Concernant **l'aéroport**, depuis le retrait de la Chambre de Commerce et d'Industrie du SMADAIT au 1^{er} juillet 2020, le montant de participation du Département s'élève à 30% du montant total des dépenses de fonctionnement du SMADAIT, soit une participation prévisionnelle de **0,7 M€ en fonctionnement** pour 2025 identique à celle de 2024. **En investissement**, des travaux relatifs à la poursuite de l'activité de l'aéroport (mise en conformité et aérogare : 0,5 M€) devraient aboutir en 2025.

Le Département participe également aux travaux en vue du maintien de la Section Aérienne de la Gendarmerie (0,5 M€ prévus en 2025).

Le projet de déploiement d'un **réseau de vidéosurveillance pour la prévention des incendies** se poursuivrait en 2025 pour **1,1 M€**, projet accompagné par le Fonds vert de l'Etat.

Concernant le Projet Smart Territoires (numérique), le Département accompagnerait **le déploiement d'une infrastructure numérique** porté par le Syndicat Mixte ouvert « Val de Loire Numérique » (0,08 M€). En parallèle, la collectivité bénéficierait du remboursement d'un trop-perçu de sa contribution pour le déploiement de la fibre optique (recette attendue de 1,1 M€), tout en assurant sa participation au fonctionnement du syndicat (0,1 M€).

Le Département soutient également **l'ADAC/CAUE** à hauteur de **0,5 M€ en fonctionnement** pour l'année 2025, ainsi que les syndicats mixtes de pays pour 0,1 M€ et **l'ADIL37** à hauteur de **0,1 M€**.

Par ailleurs, le Département accompagne les communes dans la mise en sécurité « incendie » des **collégiales**, pour un montant de **0,2 M€** en 2025.

En outre, le **budget participatif** bénéficierait d'un budget d'**1 M€ en investissement**.

Enfin, **0,8 M€** en dépenses et recettes sont proposés au titre du financement du **CAUE**.

- **Transition écologique : 6,1 M€ dont 4,2 M€ en investissement**

La projection d'encaissement de la Taxe d'aménagement pour 2025 s'élève à 4,7 M€ (ENS et CAUE). Cette taxe est affectée, c'est-à-dire fléchée dans ses dépenses, mais son utilisation ne contraint pas à un équilibre strict annuel entre la recette encaissée et les dépenses projetées. Ainsi, l'optimisation proposée consiste à inscrire seulement le besoin de dépenses de l'année N. Et le suivi pluriannuel sera réalisé dans un document annexe, conformément à l'accord de la Préfecture d'Indre-et-Loire.

En investissement, peuvent notamment être cités : 0,75 M€ qui serviront à la mise en œuvre des plans de gestion des sites ENS départementaux et locaux ; 0,5 M€ en faveur de travaux de restauration du lac de Chemillé-sur-Indrois ; 0,3 M€ pour le Plan Forêts ; 0,4 M€ au titre de fonds en faveur des collectivités et du Plan « Mares publiques de Touraine » ; 0,3 M€ pour l'opération Fenêtres sur Loire ; 0,5 M€ à destination de la restauration des milieux aquatiques.

Et en fonctionnement, sont principalement portés en 2025 : 0,3 M€ pour des partenariats avec des associations d'éducation et de protection de l'environnement ; 0,2 M€ pour l'entretien du lac de Chemillé-sur-Indrois.

En plus des crédits sur la politique transition écologique, d'autres politiques contiennent des crédits ENS pour un montant global de **1,4 M€** dont 0,4 M€ en investissement (par exemple, la Loire à Vélo) et 1 M€ en fonctionnement (notamment la valorisation des dépenses RH).

Hors budget dédié aux opérations Espaces Naturels Sensibles (ENS), 0,2 M€ en investissement et 0,3 M€ en fonctionnement seront consacrés pour des actions en faveur de l'environnement, dont la révision du **Schéma départemental d'Alimentation en Eau Potable** (0,075 M€) ; 0,075 M€ pour les Plans de Prévention des Risques Technologiques de Saint-Pierre-des-Corps ; et 0,1 M€ au SATESE.

- **Transition énergétique : 11,9 M€ dont 4,4 M€ en investissement**

Cette politique porte le budget nécessaire pour la gestion des **fluides des collèges et bâtiments** du Département, la maintenance et les projets en lien avec la performance énergétique (contrat de performance énergétique et contrat de performance environnemental), ainsi que la gestion de la qualité de l'air dans les collèges et la stratégie bas carbone.

La **gestion des fluides** représente un budget de **7,2 M€** pour 2025 (eau, électricité, gaz, fioul, biomasse, réseau de chaleur urbain), contre 8,1 M€ au BP 2024, soit une baisse de -0,6 M€. Le plus gros poste énergétique concerne l'électricité, dont le coût est en baisse par rapport à 2024 avec le prix de l'électron, dans le cadre du marché avec le SIEIL.

En investissement, l'achèvement du programme de rénovation énergétique du **Contrat de Performance Énergétique** conduirait à un besoin de 0,7 M€. 0,1 M€ seraient également consacrés aux travaux liés à l'**Appel à Manifestation d'Intérêt Photovoltaïque**. De même, les travaux relatifs à la **rénovation énergétique de collèges**, engagés dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée seraient menés en 2025 (0,8 M€).

Enfin, suite à la notification du **Contrat de Performance Environnemental**, une nouvelle AP pour couvrir les travaux de cette opération liée au périmètre des collèges et bâtiments (2,2 M€) et une nouvelle AE pour couvrir les coûts liés à l'exploitation maintenance (0,3 M€) seront nécessaires.

Enfin, des travaux débutés en 2024, aux archives départementales historiques et estimés à 0,5 M€ pour 2025 permettront d'améliorer les conditions de conservation des documents.

- **Monuments et patrimoine culturel : 3,9 M€ dont 1,9 M€ en investissement**

Malgré une légère diminution de la fréquentation en 2024, les recettes de la billetterie ont progressé : +8% sur la billetterie ; -5,3% sur la fréquentation ; -0,2% sur les boutiques des monuments.

Au titre des opérations structurantes des monuments, la restauration des **remparts de Loches et Chinon** se poursuivraient en 2025 (1 M€ en investissement), ainsi que les grosses réparations (0,6 M€).

Dans le cadre de la **sauvegarde du patrimoine**, 0,1 M€ permettront de mener des actions de sensibilisation et le soutien aux associations partenaires des monuments et musées.

La programmation dans les monuments bénéficie d'une enveloppe de 0,5 M€ en fonctionnement et 0,1 M€ en investissement, et la promotion 0,4 M€ ; ainsi qu'un investissement en faveur d'un nouveau monument game à Loches (0,1 M€).

- **Action culturelle : 2,5 M€ dont 0,35 M€ en investissement**

En fonctionnement, le Département poursuit son soutien en faveur des pratiques artistiques (0,8 M€) ; aux événements culturels (0,2 M€) ; à l'enseignement artistique (0,8 M€) ; aux contrats de développement culturel et autres partenariats (0,4 M€).

Le **Fonds d'Investissement Culturel et Sportif** (FICS), créé en 2017, vise à soutenir les projets des associations culturelles et sportives, dès lors que ces projets permettent l'acquisition de matériels ou d'équipements adaptés aux diverses pratiques : 0,1 M€ en 2025 seraient consacrés en investissement à ce fonds.

Enfin, la collectivité accompagne la pratique musicale collective et amateur en participant à l'acquisition d'instruments de musique pour un montant de 0,06 M€ en investissement.

- **Archives, archéologie et inventaire : 0,4 M€ dont 0,1 M€ en investissement**

La numérisation permet la **conservation des documents** et de donner accès aux documents en ligne : le programme de numérisation 2025 portera notamment sur les « matrices grises » du cadastre pour un montant de 45 000 € en investissement.

Des **chantiers de diagnostics et de fouilles** seront réalisés et estimés à 0,2 M€ en fonctionnement, permettant des interventions sur les communes de Chenonceaux, Sainte-Catherine-de-Fierbois, Neuville-sur-Brenne, Fondettes, Saint-Cyr-sur-Loire, Sepmes et Sorigny.

- **Lecture publique : 0,4 M€ dont 0,1 M€ en investissement**

En 2025, le **dispositif « Premières pages »** se poursuit (8 000 € en investissement), ainsi que le soutien à l'implantation de boîtes de retour de livres ou de casiers de réservation devant les bibliothèques (5 350 € en investissement).

Le Département soutient également les actions transversales en équipant les Maisons des Solidarités de mobiliers légers accueillant le **dispositif « Je lis, j'emporte »** (3 000 € en investissement).

Enfin, l'**enrichissement des fonds** constitue un axe majeur dans cette politique : 233 600 € en fonctionnement et 83 000 € en investissement.

- **Sports et vie associative : 2,0 M€ dont 62 000 € en investissement**

La politique sportive départementale prend en compte le développement diversifié des pratiques. Malgré les difficultés financières, la collectivité maintiendrait son accompagnement en 2025 : sport fédéral (clubs et comités), il est prévu un crédit de 1,0 M€ ; pour le sport professionnel 0,17 M€ ; pour

les manifestations sportives 0,2 M€ ; le soutien au sport scolaire 0,1 M€, la vie associative 0,07 M€. Et le fonds d'animation locale bénéficie d'un budget de 0,33 M€.

- **Le tourisme : 2,2 M€ dont 1 M€ en investissement**

La Touraine enregistre une activité touristique majeure au sein du Val de Loire, et grâce au schéma de développement touristique « DestinationS 2030 » entend la développer davantage.

Le Fonds d'Intervention Départemental d'Investissement Touristique (FIDIT) bénéficierait d'une enveloppe de 0,7 M€ en investissement.

La subvention 2025 au bénéfice de **l'Agence Départementale du Tourisme (ADT)** est maintenue et s'élève à **1,1 M€** au titre de son fonctionnement ; et un partenariat avec les acteurs du tourisme se poursuit (0,2 M€ en fonctionnement).

Enfin, l'exploitation de la base de loisirs du site de **Hommes**, confiée à un délégataire, conduit à un financement de 0,2 M€ en fonctionnement.

3) La DGA Ressources

DGA Ressources : 213,7 M€

En Euros	Fonctionnement	Investissement	Evolution % BP 2025 / BP 2024	
	BP 2025		Fonctionnement	Investissement
Gestion des ressources humaines	108 996 717	74 000	2,2%	-16,9%
<i>Gestion de la paye et déplacements</i>	106 116 752	0		
<i>Développement des compétences et prévention</i>	680 900	0		
<i>Action sociale et santé</i>	2 199 065	74 000		
Communication de l'institution	800 000	0	0,0%	
<i>Communication externe</i>	800 000	0		
Moyens logistiques et activités transversales	8 386 240	1 147 192	1,3%	-46,7%
<i>Gestion des assurances et contentieux</i>	980 000	0		
<i>Gestion événementielle</i>	142 350	0		
<i>Gestion du patrimoine mobilier</i>	3 318 099	1 117 192		
<i>Gestion des fournitures</i>	146 225	0		
<i>Gestion du courrier</i>	383 420	0		
<i>Équipement professionnel</i>	274 000	0		
<i>Gestion de la documentation</i>	141 500	0		
<i>Gestion des impressions</i>	176 980	30 000		
<i>Fonctionnement de l'Assemblée</i>	2 488 666	0		
<i>Communication Interne</i>	85 000	0		
<i>Audits et conseils</i>	250 000	0		
Systèmes d'information	2 268 877	3 334 840	0,9%	-11,7%
<i>Gestion des infrastructures techniques</i>	2 268 877	3 334 840		
Gestion financière	18 778 466	31 259 482	10,7%	4,7%
<i>Gestion de la dette propre</i>	4 595 503	29 900 000		
<i>Recettes fiscales</i>	10 200 000	0		
<i>Concours de l'État</i>	1 000 000	0		
<i>Autres opérations financières</i>	2 982 963	1 359 482		
Gestion patrimoniale	1 604 906	5 599 612	-14,7%	8,0%
<i>Gestion du patrimoine immobilier</i>	522 000	5 459 612		
<i>Gestion immobilière</i>	677 400	140 000		
<i>Entretien du patrimoine immobilier</i>	405 506	0		
SDIS	31 107 590	300 000	0,0%	-70,0%
TOTAL DGA RESSOURCES*	171 942 796	41 715 126	2,4%	-0,8%

* Hors mouvements neutres de dette et opérations d'ordre

Les politiques relevant des fonctions ressources du Département représentent 28% du budget en fonctionnement et 14% en investissement (hors remboursement du capital de la dette).

Le budget de fonctionnement de la DGA Ressources augmente de +4,1 M€ entre le BP 2024 et le BP 2025 à cause de la péréquation (le Département serait davantage prélevé en 2025) et du DILICO (provision pour la probable contribution au redressement des comptes publics).

Les dépenses de la politique « gestion des ressources humaines » sont en hausse de +2,4 M€ du fait de 2 M€ de mesures nationales RH (hausse des cotisations retraites CNRACL et contribution patronale maladie).

Enfin, compte tenu des difficultés financières, le soutien en faveur du SDIS en fonctionnement, ne pourrait pas évoluer en 2025 par rapport à 2024.

En investissement (hors remboursement du capital de la dette), l'enveloppe globale pourrait baisser (-1,7 M€ de BP à BP) en limitant notamment les acquisitions de véhicules routiers. Les principaux projets concerneraient la poursuite des équipements numériques ; les grosses réparations des bâtiments et la construction du centre d'exploitation de Sainte-Maure-de-Touraine ; le soutien du Département au SDIS (subvention d'équipement de 0,3 M€).

- **Gestion des Ressources Humaines : 109,1 M€ en fonctionnement et 0,07 M€ en investissement**

Les dépenses de personnel (de cette politique) évoluent de +2,2% entre le BP 2024 et le BP 2025 (+2,4 M€).

L'année 2025 est marquée par l'impact des décisions nationales et locales suivantes :

- +1,5 M€ au titre de la hausse de 3 points de la contribution patronale à la CNRACL à compter du 1^{er} janvier 2025
- +0,5 M€ au titre de la hausse de la contribution patronale de l'assurance maladie
- +0,26 M€ au titre du surcoût de la participation employeur au nouveau contrat de prévoyance

S'ajoute également le coût du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) de +0,7 M€ en 2025.

En investissement, les 0,07 M€ concernent les prêts accordés au personnel et les dépenses liées au FIPHFP.

- **Moyens Logistiques et Activités Transversales (volet DRH) : 2,2 M€ en fonctionnement**

Il s'agit des dépenses de fonctionnement de l'Assemblée pour ce qui concerne les indemnités dues aux élus, les charges sociales patronales, les frais de formation des élus, les rémunérations et les charges sociales patronales des collaborateurs de groupes d'élus.

- **Moyens Logistiques et Activités Transversales et Gestion Patrimoniale (volet DLI) : 4,8 M€ en fonctionnement et 1,1 M€ en investissement**

En fonctionnement, les principales dépenses concernent la gestion du patrimoine mobilier (3,3 M€) ; les équipements professionnels (0,3 M€) ; la gestion du courrier (0,4 M€) ; l'imprimerie (0,2 M€) ; et les fournitures (0,1 M€).

En investissement, l'acquisition de véhicules représente un investissement de **1 M€** dont 2 véhicules à destination des Espaces Naturels Sensibles.

Concernant la **gestion patrimoniale**, 0,4 M€ pour la gestion de la propreté sont proposés.

- **Systemes d'Information : 2,3 M€ en fonctionnement et 3,3 M€ en investissement**

Le renforcement de la sécurisation du système d'information suite à la cyberattaque de 2022 demeure un enjeu fort des investissements pour 2025 : la transformation numérique bénéficierait d'une enveloppe financière de 3,3 M€.

En **fonctionnement**, la maintenance des Systemes d'Information bénéficie d'un crédit de **2,3 M€**.

- **Gestion patrimoniale (Direction de l'Education et du Patrimoine) : 6,0 M€ dont 5,5 M€ en investissement**

Concernant la restructuration des bâtiments et selon les capacités financières, il pourrait être prévu des études sur les travaux d'accessibilité de l'Hôtel consulaire et le paiement du solde des travaux (0,3 M€) ; le démarrage de construction du centre d'exploitation de Sainte-Maure-de-Touraine sous maîtrise d'ouvrage déléguée à VTH (2,2 M€) ; le réaménagement des abords du prieuré Saint-Cosme (0,3 M€) cofinancé en partie par la Région ;

la restauration du Nymphée en maîtrise d'ouvrage déléguée (0,2 M€) cofinancée en partie par la Région et la DRAC ; la réhabilitation du centre d'exploitation de Château-Renault après l'incendie (0,1 M€).

Ensuite, de **grosses réparations** sur les bâtiments seront réalisées en fonction des priorités, pour un montant maximum de **2 M€**.

Enfin, la gestion de la télésurveillance et le gardiennage des bâtiments départementaux bénéficient d'une enveloppe financière de 0,1 M€ pour 2025.

- **Gestion patrimoniale (volet gestion immobilière et foncière) : 0,7 M€ en fonctionnement et 0,1 M€ en investissement**

Ces crédits sont destinés à assurer la gestion du patrimoine immobilier de la collectivité, et des ventes immobilières.

- **Moyens logistiques et activités transversales (volet gestion des assurances et contentieux) : 1 M€ en fonctionnement**

Ces crédits sont destinés à assurer l'activité juridique : les contrats d'assurance ont connu un fort renchérissement par rapport au BP 2024 (assurance auto et dommage aux biens). Les frais d'actes et de contentieux resteraient quant à eux stables.

Enfin, la subvention à l'association de retraite des anciens élus serait en baisse (100 000 € en 2025, soit -10 000 €).

- **Moyens logistiques et activités transversales (volet prestations intellectuelles) : 0,25 M€ en fonctionnement**

Ces crédits sont largement réduits par rapport au BP 2024 (quasiment -50%) et sont destinés à la réalisation d'études et audits par des prestataires extérieurs.

- **Gestion financière : 18,8 M€ en fonctionnement et 31,3 M€ en investissement**

Les principales **dépenses de fonctionnement** de cette politique concernent le prélèvement au titre de la péréquation (10,2 M€), les charges financières de la dette (4,6 M€), et les dépenses dans le cadre des transferts de compétences (2,9 M€), et la provision pour risque de contribution au redressement des comptes publics (1 M€).

En investissement, il s'agit essentiellement du **remboursement du capital de la dette : 29,9 M€** (+1,4 M€ par rapport au BP 2024). Et de la compensation au titre du transfert de compétence de la voirie à la Métropole (1,36 M€).

- **Service Départemental d'Incendie et de Secours : 31,1 M€ en fonctionnement et 0,3 M€ en investissement**

Compte tenu des difficultés financières de la collectivité, la contribution départementale au SDIS resterait identique à celle de 2024 (31,1 M€).

En parallèle, une subvention d'investissement de 0,3 M€ pourrait être proposée pour financer des futurs investissements du SDIS.

B/ La programmation pluriannuelle des dépenses

1) Les dépenses d'investissement : les Autorisations de Programme

Le montant des autorisations de programme (AP) proposées au BP 2025 serait de 380,9 M€ dont 76,1 M€ seraient fléchés pour l'exercice 2025. Plus de 92% des crédits d'investissement du Département sont portés en AP, c'est-à-dire s'inscrivent dans une gestion pluriannuelle des projets.

POLITIQUES	Montant total des A.P	C.P. restant à inscrire après BP 2025	PREVISIONS DES CREDITS DE PAIEMENT			
			2025	2026	2027	2028-2030
DGA SOLIDARITES	43 611 232	19 741 566	14 154 876	12 415 807	3 711 235	3 614 524
AUTONOMIE	7 860 000	5 616 687	940 000	3 566 000	850 000	1 200 687
ACTION SOCIALE	200 000	0	105 000	0	0	0
HABITAT	35 551 232	14 124 879	13 109 876	8 849 807	2 861 235	2 413 837
DGA TERRITOIRES	275 590 253	108 569 337	52 298 981	68 993 273	25 174 378	14 401 686
ROUTES	76 518 508	25 424 815	13 087 891	12 802 622	5 735 624	6 886 568
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	45 164 979	14 767 086	14 330 429	12 706 405	2 008 681	52 000
TRANSITION ECOLOGIQUE	18 840 909	6 145 009	3 240 312	5 591 011	553 997	0
TRANSITION ENERGETIQUE	23 227 080	17 962 428	4 351 354	6 894 412	6 452 897	4 615 119
COLLEGES	96 702 624	35 866 682	14 629 516	27 062 245	8 504 437	300 000
TOURISME	3 071 812	334 784	676 545	334 784	0	0
CULTURE ET SPORTS	12 064 340	8 068 533	1 982 933	3 601 793	1 918 742	2 547 999
DGA RESSOURCES	61 654 655	28 711 417	9 620 078	17 722 127	9 453 878	1 535 412
INFORMATIQUE	20 784 765	8 291 403	3 299 840	4 294 261	3 997 142	0
MOYENS LOGISTIQUES ET ACTIVITES TRANSVERSALES	13 070 000	3 991 640	1 067 385	2 068 090	1 923 550	0
GESTION PATRIMONIALE	27 799 890	16 428 374	5 252 853	11 359 776	3 533 187	1 535 412
TOTAL GENERAL	380 856 140	157 022 320	76 073 935	99 131 207	38 339 491	19 551 622

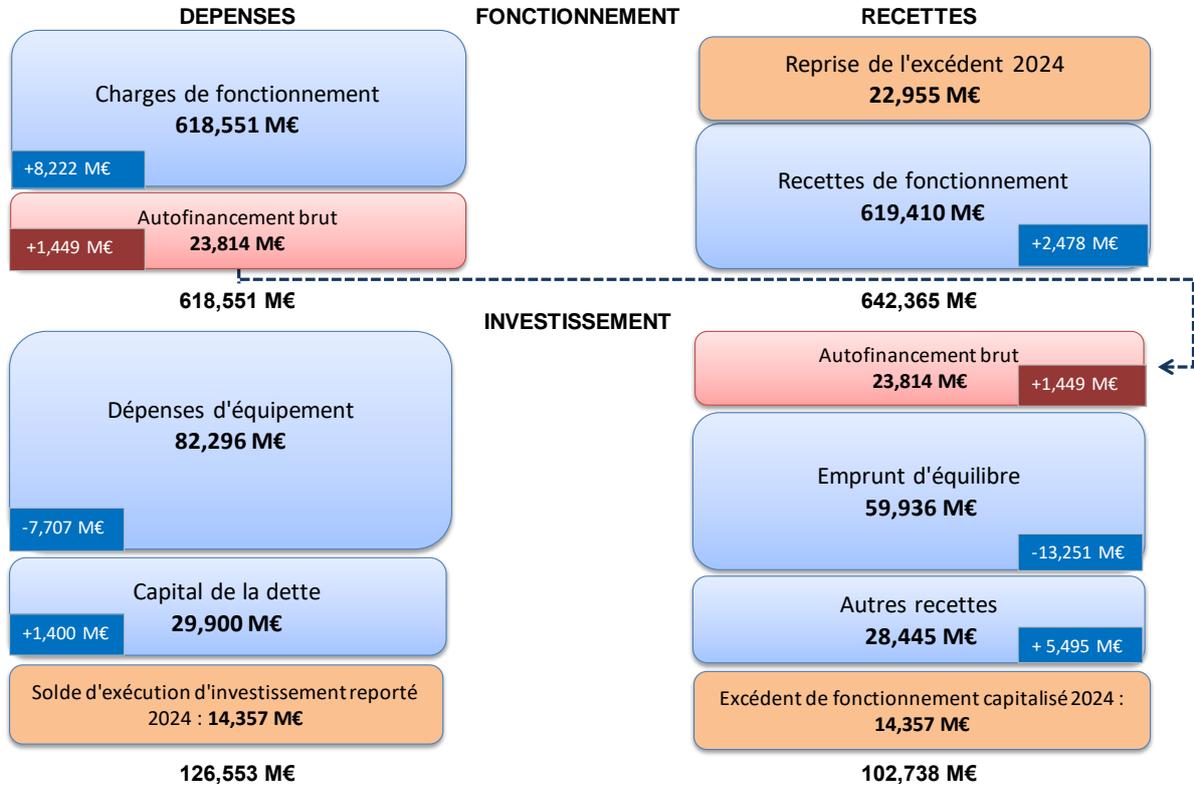
2) Les dépenses de fonctionnement : les Autorisations d'Engagement

Le montant des autorisations d'engagement (AE) proposées au BP 2025 serait de 68,2 M€, dont 13,6 M€ seraient prévus pour l'exercice 2025.

POLITIQUES	Montant total des A.E	C.P. restant à inscrire après BP 2025	PREVISIONS DES CREDITS DE PAIEMENT			
			2025	2026	2027	2028-2035
DGA SOLIDARITES	27 721 036	14 900 918	4 891 731	5 739 151	3 180 825	5 980 942
ENFANCE ET FAMILLE	219 380	0	43 876	0	0	0
AUTONOMIE	12 903 315	9 790 428	1 881 096	3 280 387	2 821 567	3 688 474
ACTION SOCIALE	4 615 370	2 822 237	331 628	271 006	258 763	2 292 468
INSERTION	5 617 841	1 781 617	1 680 000	1 781 617	0	0
HABITAT ET LOGEMENT	4 365 130	506 636	955 131	406 141	100 495	0
DGA TERRITOIRES	26 342 966	17 234 244	6 028 221	6 094 550	5 464 303	5 675 390
TRANSPORTS ET MOBILITES DURABLES	17 200 000	11 349 390	4 200 000	4 300 000	4 400 000	2 649 390
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	150 000	12 892	2 277	12 892	0	0
TRANSITION ECOLOGIQUE	1 486 144	586 286	635 280	586 286	0	0
TRANSITION ENERGETIQUE	6 178 500	4 761 364	814 500	1 011 061	894 303	2 856 000
COLLEGES	120 000	8 318	30 000	8 318	0	0
CULTURE ET SPORTS	850 000	510 000	170 000	170 000	170 000	170 000
TOURISME	358 322	5 994	176 164	5 994	0	0
DGA RESSOURCES	14 122 574	6 455 353	2 685 366	3 270 940	2 940 622	243 791
INFORMATIQUE	11 354 374	5 204 090	2 268 877	2 436 000	2 768 090	0
MOYENS LOGISTIQUES ET ACTIVITES TRANSVERSALES	2 768 200	1 251 263	416 489	834 940	172 532	243 791
TOTAL GENERAL	68 186 576	38 590 515	13 605 318	15 104 642	11 585 750	11 900 123

Pour votre parfaite information, les tableaux détaillés des AP/CP et des AE/CP figurent en annexe n°3.

BUDGET PRIMITIF 2025 *



BUDGET TOTAL : 745,103 M€

* Hors mouvements neutres de dette et opérations d'ordre

Écart par rapport au BP 2024

III- L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER DU BUDGET PRIMITIF 2025

Les conditions de l'équilibre réel des budgets locaux telles que définies à l'article L. 1612-4 du CGCT sont les suivantes :

- Les deux sections de fonctionnement et d'investissement sont chacune présentées en équilibre en écritures réelles et d'ordre (grand équilibre) ;
- Les ressources propres couvrent le remboursement en capital de la dette (petit équilibre).

Ces deux conditions sont respectées au Budget Primitif 2025. Cependant, la chute des DMTO combinée à la croissance des dépenses de fonctionnement génèrent un fort effet ciseau et contractent l'épargne brute de la collectivité. Hors reprise anticipée du résultat 2024, l'épargne brute s'élève à 0,86 M€ et ne couvre donc pas le capital de la dette.

La reprise anticipée du résultat 2024 est alors effectuée, pour un montant de 22 955 456 € sur le budget principal, procurant un peu d'air sur l'épargne brute, mais pas suffisamment pour dégager une épargne nette positive, laquelle reste négative pour la 2^{ème} année consécutive et quasiment au même niveau (- 6,1 M€).

Il est à noter que le Compte administratif provisoire 2024 ne sera pas en déficit.

Ainsi, le montant du Budget Primitif 2025 s'élève à 961 M€ en montant total, avec les mouvements neutres de dette (CF balance par chapitre en annexe n°1b) et à 745 M€ en mouvements réels, hors mouvements neutres de dette.

A/ La section de fonctionnement

Les **dépenses de fonctionnement** évoluent de manière très contenue : +1,3% entre le Budget Primitif 2024 et le Budget Primitif 2025, passant de 610,3 M€ à 618,6 M€. Les politiques sociales évoluent de manière modérée également (+8,2 M€ soit +2,0%) et représentent 66% du budget de fonctionnement, traduisant l'effort conséquent de la collectivité pour limiter la croissance des dépenses de fonctionnement, tout en proposant une légère revalorisation des taux directeurs des établissements sociaux et médico-sociaux, tout en prévoyant l'effet en année pleine de l'augmentation de l'offre d'accueil pour les enfants confiés, et tout en actant la progression des Allocations Individuelles de Solidarité.

PRESENTATION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

<i>En euros</i>	BP 2024	BP 2025	Écart de BP à BP	Évolution BP 2025 / BP 2024
DGA SOLIDARITES	400 813 306	408 996 232	8 182 926	2,04%
DGA TERRITOIRES	41 642 704	37 612 364	-4 030 340	-9,68%
DGA RESSOURCES	167 873 144	171 942 796	4 069 652	2,42%
TOTAL des DÉPENSES	610 329 155	618 551 392	8 222 237	1,35%

Les **recettes** progressent seulement de +0,4% de BP à BP (hors reprise du résultat N-1) et de +1,5% en intégrant le résultat de l'exercice précédent ; traduisant la stagnation des DMTO et de la TVA.

<i>En M€</i>	BP 2024 avec excédent	BP 2025 avec excédent
Epargne brute	22,37	23,81
Epargne nette	-6,13	-6,09
Emprunt d'équilibre prévisionnel	73,19	59,94
Remboursement du capital de la dette	28,50	29,90

L'épargne brute (recettes – dépenses) se trouve quasiment au même niveau que celui du BP 2024 (entre 22 et 24 M€), traduisant la tension financière depuis 2 ans, de la section de fonctionnement. Il s'agit bien de la combinaison de la hausse des dépenses (malgré les efforts colossaux d'optimisations financières) et de la baisse des recettes de fonctionnement (en partie liée à la Loi de Finances pour 2025).

L'épargne nette (épargne brute – remboursement du capital de la dette) **demeure négative** (-6,1 M€) alors que le capital de la dette reste stable (29,9 M€).

La **prévision d'emprunt d'équilibre** (59,9 M€) est réduite par rapport au BP 2024 (73,2 M€), car un premier effort sur les dépenses d'investissement a été effectué (82,3 M€). Il est à noter qu'il s'agit de l'emprunt prévisionnel pour équilibrer le BP, et non de l'emprunt qui sera réalisé en fin d'année 2025.

Ainsi, le Budget Primitif 2025 reflète les difficultés financières auxquelles le Département doit faire face, sans renoncer pour autant à ses missions de service public.

B/ La section d'investissement

Le **remboursement du capital de la dette** s'élève à 29,9 M€ (stable par rapport à 2024).

Les dépenses d'équipement proposées au BP 2025 s'élèveraient à 82 M€ maximum, dont 12 M€ liés aux délégations de compétences des aides à l'habitat (équilibrées en dépenses et recettes).

Les recettes d'équipement (28 M€) sont en hausse par rapport à celles du BP 2024 (+5,5 M€), provenant de la nouvelle délégation depuis 2024, des aides à l'amélioration de l'habitat privé.

A N N E X E S

BALANCE DU BUDGET PRIMITIF 2025 : PROPOSITIONS NOUVELLES
par chapitre budgétaire (annexe 1a)

Section de fonctionnement		
Chapitre	Dépenses	Recettes
011 Charges à caractère général	34 234 136,07	
012 Charges de personnel et frais assimilés	121 419 546,00	
013 Atténuations de charges		3 671 696,00
014 Atténuations de produits	11 005 000,00	
016 Allocations personnalisée d'autonomie	73 013 420,00	36 461 395,00
017 Revenu de Solidarité Active	102 115 654,00	1 252 507,00
65 Autres charges de gestion courante	269 293 237,00	
6586 Frais de fonctionnement des groupes d'élus	204 146,00	
66 Charges financières	4 611 253,00	
67 Charges spécifiques	47 000,00	
68 Dotation aux provisions, dépréciations	2 608 000,00	
70 Produits des services, du domaine et ventes diverses		4 711 348,00
73 Impôts et taxes		207 592 060,00
731 Fiscalité locale		230 401 798,00
74 Dotations et participations		122 393 937,00
75 Autres produits de gestion courante		12 777 432,00
76 Produits financiers		35 000,00
77 Produits spécifiques		52 734,00
78 Reprise amortissements, dépréciations, provisions		60 000,00
Total section de fonctionnement (réels)	618 551 392,07	619 409 907,00
<i>042 Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>44 272 332,00</i>	<i>32 860 469,00</i>
<i>023 Virement à la section d'investissement</i>	<i>12 402 107,58</i>	
Total section de fonctionnement (ordres)	56 674 439,58	32 860 469,00
Total section de fonctionnement (réels+ordres)	675 225 831,65	652 270 376,00

Section d'investissement		
Chapitre	Dépenses	Recettes
018 Revenu de Solidarité Active	36 000,00	
024 Produit des cessions d'immobilisations		367 000,00
10 Dotations, fonds divers et réserves		6 858 395,00
13 Subventions d'investissement	65 450,00	19 595 104,00
16 Emprunts et dettes assimilées (1)	153 903 000,00	183 936 104,55
20 Immobilisations incorporelles	3 081 756,00	
204 Subventions d'équipement versées	34 589 231,73	1 100 823,00
21 Immobilisations corporelles	5 385 468,00	1 500,00
23 Immobilisations en cours	38 733 658,40	64 000,00
26 Participations et créances rattachées à		
27 Autres immobilisations financières	401 000,00	458 667,00
Total section d'investissement (réels)	236 195 564,13	212 381 593,55
<i>040 Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>32 860 469,00</i>	<i>44 272 332,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales</i>	<i>2 799 961,00</i>	<i>2 799 961,00</i>
<i>021 Virement de la section de fonctionnement</i>		<i>12 402 107,58</i>
Total section d'investissement (ordres)	35 660 430,00	59 474 400,58
Total section d'investissement (réels+ordres)	271 855 994,13	271 855 994,13

TOTAL GENERAL DU BUDGET	947 081 825,78	924 126 370,13
SOLDE GLOBAL	22 955 455,65	

(1) dont 124 000 000 € en dépense et en recette de mouvements neutres de dette

BALANCE DU BUDGET PRIMITIF 2025
y compris les résultats 2024, par chapitre budgétaire (annexe 1b)

Section de fonctionnement		
Chapitre	Dépenses	Recettes
002 Résultat de fonctionnement reporté		22 955 455,65
011 Charges à caractère général	34 234 136,07	673 208,00
012 Charges de personnel et frais assimilés	121 419 546,00	
013 Atténuations de charges		2 998 488,00
014 Atténuations de produits	11 005 000,00	
016 Allocations personnalisée d'autonomie	73 013 420,00	36 461 395,00
017 Revenu de Solidarité Active	102 115 654,00	1 252 507,00
65 Autres charges de gestion courante	269 293 237,00	
6586 Frais de fonctionnement des groupes d'élus	204 146,00	
66 Charges financières	4 611 253,00	
67 Charges spécifiques	47 000,00	
68 Dotation aux provisions, dépréciations	2 608 000,00	
70 Produits des services, du domaine et ventes diverses		4 711 348,00
73 Impôts et taxes		207 592 060,00
731 Fiscalité locale		230 401 798,00
74 Dotations et participations		122 393 937,00
75 Autres produits de gestion courante		12 777 432,00
76 Produits financiers		35 000,00
77 Produits spécifiques		52 734,00
78 Reprise amortissements, dépréciations, provisions		60 000,00
Total section de fonctionnement (réels)	618 551 392,07	642 365 362,65
<i>042 Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>44 272 332,00</i>	<i>32 860 469,00</i>
<i>023 Virement à la section d'investissement</i>	<i>12 402 107,58</i>	
Total section de fonctionnement (ordres)	56 674 439,58	32 860 469,00
Total section de fonctionnement (réels+ordres)		
Total section de fonctionnement (réels+ordres)	675 225 831,65	675 225 831,65
Section d'investissement		
Chapitre	Dépenses	Recettes
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	14 356 533,57	
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		14 356 533,57
018 Revenu de Solidarité Active	36 000,00	
024 Produit des cessions d'immobilisations		367 000,00
10 Dotations, fonds divers et réserves		6 858 395,00
13 Subventions d'investissement	65 450,00	19 595 104,00
16 Emprunts et dettes assimilées (1)	153 903 000,00	183 936 104,55
20 Immobilisations incorporelles	3 081 756,00	
204 Subventions d'équipement versées	34 589 231,73	1 100 823,00
21 Immobilisations corporelles	5 385 468,00	1 500,00
23 Immobilisations en cours	38 733 658,40	64 000,00
27 Autres immobilisations financières	401 000,00	458 667,00
Total section d'investissement (réels)	250 552 097,70	226 738 127,12
<i>040 Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>32 860 469,00</i>	<i>44 272 332,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales</i>	<i>2 799 961,00</i>	<i>2 799 961,00</i>
<i>021 Virement de la section de fonctionnement</i>		<i>12 402 107,58</i>
Total section d'investissement (ordres)	35 660 430,00	59 474 400,58
Total section d'investissement (réels+ordres)		
Total section d'investissement (réels+ordres)	286 212 527,70	286 212 527,70
TOTAL GENERAL DU BUDGET		
	961 438 359,35	961 438 359,35

(1) dont 124 000 000 € en dépense et en recette de mouvements neutres de dette

ANNEXE 2 - DEPENSES - CREDITS 2025 PAR POLITIQUES

Hors mouvements neutres de dette (124 M€ en 2025)

POLITIQUES	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT 2024
	BP 2025	BP 2025	
DGA SOLIDARITES	408 996 232	14 997 084	423 993 316
Action sociale	1 358 211	116 258	1 474 469
Autonomie	199 481 080	1 340 000	200 821 080
Enfance et Famille (y compris IDEF)	104 576 929	5 500	104 582 429
Habitat	553 002	13 175 326	13 728 328
Insertion	101 246 797	0	101 246 797
Logement	1 780 213	360 000	2 140 213
DGA TERRITOIRES	37 612 364	55 483 354	93 095 717
Action culturelle	2 119 750	352 421	2 472 171
Aménagement du territoire	2 393 849	14 373 429	16 767 278
Archives, archéologie et inventaire	295 000	94 000	389 000
Déplacements doux et mobilités durables	137 900	250 501	388 401
Education et jeunesse	8 628 739	15 203 960	23 832 699
Infrastructures routières	4 539 170	13 773 590	18 312 760
Lecture publique	332 200	100 850	433 050
Monuments et patrimoine culturel	2 009 700	1 935 804	3 945 504
Sports et Vie associative	1 984 000	61 513	2 045 513
Tourisme	1 545 631	676 545	2 222 176
Transition écologique	1 846 379	4 239 387	6 085 766
Transition énergétique	7 510 046	4 421 354	11 931 400
Transports	4 270 000	0	4 270 000
DGA RESSOURCES (en réel et hors exc. N-1)	171 942 796	41 715 126	213 657 923
Communication de l'institution	800 000	0	800 000
Gestion des ressources humaines	108 996 717	74 000	109 070 717
Gestion financière (en réel et hors excédent N-1)	18 778 466	31 259 482	50 037 948
Gestion patrimoniale	1 604 906	5 599 612	7 204 518
Moyens logistiques et activités transversales	8 386 240	1 147 192	9 533 432
Systèmes d'information	2 268 877	3 334 840	5 603 717
S.D.I.S.	31 107 590	300 000	31 407 590
TOTAL DÉPENSES REELLES hors remboursement dette et déficit reporté	618 551 392	82 295 564	700 846 956

ANNEXE 2 - RECETTES - CREDITS 2025 PAR POLITIQUES

Hors mouvements neutres de dette (124 M€ en 2025)

POLITIQUES	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	RECETTES D'INVESTISSEMENT	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT 2024
	BP 2025	BP 2025	
DGA SOLIDARITES	74 426 591	12 606 552	87 033 143
Action sociale	307 200	0	307 200
Autonomie	62 570 935	0	62 570 935
Enfance et Famille (y compris IDEF)	3 353 214	0	3 353 214
Habitat	363 000	12 256 552	12 619 552
Insertion	6 849 511	0	6 849 511
Logement	982 731	350 000	1 332 731
DGA TERRITOIRES	11 911 592	7 592 042	19 503 634
Action culturelle	4 000	8 000	12 000
Aménagement du territoire	800 000	1 400 490	2 200 490
Archives, archéologie et inventaire	882 274	0	882 274
Déplacements doux et mobilités durables	0	20 000	20 000
Education et jeunesse	1 545 000	5 675 168	7 220 168
Infrastructures routières	955 500	0	955 500
Lecture publique	146 997	0	146 997
Monuments et patrimoine culturel	2 976 800	181 000	3 157 800
Sports et Vie associative	60 000	0	60 000
Tourisme	457 500	0	457 500
Transition écologique	4 026 169	307 384	4 333 553
Transition énergétique	42 352	0	42 352
Transports	15 000	0	15 000
DGA RESSOURCES (en réel et hors exc. N-1)	533 071 724	68 183 000	601 254 724
Communication de l'institution	0	0	0
Gestion des ressources humaines	3 806 031	40 000	3 846 031
Gestion financière (en réel et hors excédent N-1)	527 882 699	67 394 500	595 277 199
Gestion patrimoniale	737 786	698 500	1 436 286
Moyens logistiques et activités transversales	645 208	50 000	695 208
Systèmes d'information	0	0	0
S.D.I.S.	0	0	0
TOTAL RECETTES REELLES hors excédent et hors emprunt d'équilibre	619 409 907	28 445 489	647 855 396

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025 - Annexe 3-1

LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	CODE AP	TOTAL AP AU 31/12/2024	CREATION OU MODIFICATION D'AP AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AP APRES VOTE BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
Extension batiment Croix Rouge Chambray	GE037E26	200 000,00	0,00	200 000,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total AIDE ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL		200 000,00	0,00	200 000,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTION SOCIALE		200 000,00	0,00	200 000,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Résidence autonomie CHOUZÉ	GE028E28	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CH Luynes	GE028E20	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EHPAD Preuilly-sur-Claise	GE028E24	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
EHPAD de Beaune - Ballan-Miré	GE028E17	790 000,00	0,00	790 000,00	0,00	790 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EHPAD de La Celle-Guenand	GE028E15	270 000,00	0,00	270 000,00	0,00	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EHPAD Villeloin-Coulangé	GE028E19	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	850 000,00	340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rénovations énergétique ESMS/convention région 2022	GE028E27	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00	0,00	550 000,00	350 000,00	200 000,00	0,00	0,00
Soutien à l'Innovation dans les ESMS	GE028E18	2 600 000,00	0,00	2 600 000,00	90 000,00	516 000,00	200 000,00	1 000 687,05	0,00	0,00
Total AIDE A L'HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES		7 860 000,00	0,00	7 860 000,00	940 000,00	3 566 000,00	850 000,00	1 200 687,05	0,00	0,00
TOTAL AUTONOMIE		7 860 000,00	0,00	7 860 000,00	940 000,00	3 566 000,00	850 000,00	1 200 687,05	0,00	0,00
Adaptation logements Convention Région/Département	GE032E35	250 000,00	0,00	250 000,00	96 371,00	43 534,23	0,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2016	GE032E29	1 096 800,00	0,00	1 096 800,00	35 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2017	GE032E36	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	8 000,00	20 400,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2018	GE032E39	148 000,00	0,00	148 000,00	5 600,00	10 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2019	GE032E41	128 000,00	0,00	128 000,00	41 600,00	57 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2020	GE032E43	136 000,00	0,00	136 000,00	28 800,00	51 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2021	GE032E46	132 000,00	0,00	132 000,00	48 000,00	44 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2022	GE032E48	454 000,00	0,00	454 000,00	200 000,00	86 400,00	89 600,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2023	GE032E54	188 000,00	0,00	188 000,00	0,00	60 800,00	89 600,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2024	GE032E59	200 000,00	0,00	200 000,00	28 000,00	69 600,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00
Aides complémentaires logement 2025	GE032E61	0,00	100 000,00	100 000,00	20 000,00	20 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00
Habitat Convention Region / Departement 2022	GE032E56	350 000,00	12 705,00	362 705,00	281 353,00	31 352,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Habitat Inclusif AMI	GE032E55	549 905,00	0,00	549 905,00	20 000,00	60 000,00	82 341,00	0,00	0,00	0,00
Aides à la Pierre 2015	GE032E17	552 000,00	0,00	552 000,00	2 260,00	8 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aides à la Pierre 2016	GE032E30	511 100,00	0,00	511 100,00	21 500,00	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aides à la Pierre 2017	GE032E37	489 600,00	0,00	489 600,00	27 440,00	4 020,00	44 100,00	0,00	0,00	0,00
Aides à la Pierre 2018	GE032E40	683 334,00	0,00	683 334,00	53 260,00	0,00	84 240,67	0,00	0,00	0,00
Aides à la Pierre 2019	GE032E42	484 150,00	0,00	484 150,00	132 020,00	47 150,00	134 780,00	0,00	0,00	0,00
Aides à la Pierre 2020	GE032E44	534 147,00	0,00	534 147,00	98 828,00	78 272,00	180 737,00	0,00	0,00	0,00
Aides à la Pierre 2021	GE032E47	1 401 111,00	0,00	1 401 111,00	349 472,00	401 982,20	228 014,80	171 605,20	0,00	0,00

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025 - Annexe 3-1

LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	CODE AP	TOTAL AP AU 31/12/2024	CREATION OU MODIFICATION D'AP AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AP APRES VOTE BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
Aides à la Pierre 2022	GE032E49	802 570,00	0,00	802 570,00	172 546,00	283 301,64	229 725,30	9 840,00	1 230,06	0,00
Aides à la Pierre 2023	GE032E58	1 047 810,00	0,00	1 047 810,00	317 320,00	278 226,00	151 696,00	122 390,00	160 678,00	0,00
Aides à la Pierre 2024	GE032E60	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00	81 906,00	200 000,00	200 000,00	400 000,00	418 094,00	500 000,00
Aides à la Pierre 2025	GE032E62	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Total ACTIONS EN FAVEUR DE L'HABITAT LOCATIF SOCIAL		12 138 527,00	1 112 705,00	13 251 232,00	2 061 876,00	2 053 578,07	1 861 234,77	933 835,20	780 002,06	700 000,00
ANAH 2024	GE033E29	10 200 000,00	0,00	10 200 000,00	6 000 000,00	744 229,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ANAH 2025	GE033E34	10 000 000,00	2 000 000,00	12 000 000,00	5 000 000,00	6 000 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
Total ACTIONS EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVE		20 200 000,00	2 000 000,00	22 200 000,00	11 000 000,00	6 744 229,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Social Aides Travaux 2025 (FSAT)	GE034E39	0,00	100 000,00	100 000,00	48 000,00	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total DISPOSITIFS SPECIFIQUES LIES A L'HABITAT		0,00	100 000,00	100 000,00	48 000,00	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL HABITAT		32 338 527,00	3 212 705,00	35 551 232,00	13 109 876,00	8 849 807,07	2 861 234,77	933 835,20	780 002,06	700 000,00
TOTAL DGA SOLIDARITES		40 398 527,00	3 212 705,00	43 611 232,00	14 154 876,00	12 415 807,07	3 711 234,77	2 134 522,25	780 002,06	700 000,00
Fonds d'Intervention Culturel et Sportif (FICS) 2020	GE099E11	297 961,72	0,00	297 961,72	0,00	7 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds d'Intervention Culturel et Sportif (FICS) 2021	GE099E12	293 037,72	-3 100,00	289 937,72	0,00	13 582,19	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds d'Intervention Culturel et Sportif (FICS) 2022	GE099E13	343 038,95	-12 821,00	330 217,95	0,00	57 409,40	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds d'Intervention Culturel et Sportif (FICS) 2023	GE099E19	366 801,46	-20 797,69	346 003,77	32 578,54	56 455,20	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds d'Intervention Culturel et Sportif (FICS) 2024	GE099E20	300 000,00	-10 538,00	289 462,00	139 462,00	86 844,64	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds d'Intervention Culturel et Sportif (FICS) 2025	GE099E23	0,00	250 000,00	250 000,00	125 000,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total DEVELOPPEMENT CULTUREL DES TERRITOIRES		1 600 839,85	202 743,31	1 803 583,16	297 040,54	346 591,43	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds d'Acquisitions d'Instruments de musique 2022	GE046E09	135 000,00	0,00	135 000,00	25 380,00	50 394,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds d'Acquisitions d'Instruments de musique 2025	GE046E12	0,00	90 000,00	90 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
Total ACTIONS EN FAVEUR DES DISCIPLINES CULTURELLES		135 000,00	90 000,00	225 000,00	55 380,00	80 394,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTION CULTURELLE		1 735 839,85	292 743,31	2 028 583,16	352 420,54	426 985,43	30 000,00	0,00	0,00	0,00
Demis diffuseurs A85	GE006E54	4 622 981,00	0,00	4 622 981,00	0,00	2 639 376,07	1 943 680,93	0,00	0,00	0,00
Schéma directeur territorial d'aménagement numérique	GE006E13	7 163 415,35	0,00	7 163 415,35	0,00	475 739,07	0,00	0,00	0,00	0,00
Réseau Vidéoprotection incendie	GE006E58	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00	1 100 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget Participatif 2019	GE006E29	1 000 276,00	0,00	1 000 276,00	5 000,00	31 743,46	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget Participatif 2021	GE006E40	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	136 001,00	136 261,83	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget Participatif 2024	GE006E63	1 350 000,00	0,00	1 350 000,00	809 000,00	541 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Départemental de Développement (F2D) - 2024	GE006E60	6 303 600,00	0,00	6 303 600,00	4 149 394,00	169 734,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Départemental de Solidarité Rurale (FDSR) - 2024	GE006E61	5 214 707,00	0,00	5 214 707,00	3 228 033,00	271 586,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Départemental de Développement (FDSR) - 2025	GE006E65	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	1 320 000,00	3 680 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Départemental de Solidarité Rurale (F2D) - 2025	GE006E64	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	2 300 000,00	3 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025 - Annexe 3-1

LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	CODE AP	TOTAL AP AU 31/12/2024	CREATION OU MODIFICATION D'AP AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AP APRES VOTE BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
Restauration de Collégiales	GE006E38	500 000,00	0,00	500 000,00	230 001,00	205 965,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SMART Territoires	GE006E66	0,00	260 000,00	260 000,00	78 000,00	65 000,00	65 000,00	52 000,00	0,00	0,00
Total DEVELOPEMENT TERRITORIAL		29 454 979,35	11 260 000,00	40 714 979,35	13 355 429,00	12 616 405,43	2 008 680,93	52 000,00	0,00	0,00
Aménagements Aéroport 2020	GE005E28	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagements Aéroport 2024	GE005E31	450 000,00	0,00	450 000,00	225 000,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Section aérienne de gendarmerie	GE005E30	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total RAYONNEMENT DEPARTEMENTAL		4 450 000,00	0,00	4 450 000,00	975 000,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		33 904 979,35	11 260 000,00	45 164 979,35	14 330 429,00	12 706 405,43	2 008 680,93	52 000,00	0,00	0,00
Liaisons douces - Rillé/Hommes - Conv. Région/Dépt 2015-2020	GE014E14	720 000,00	0,00	720 000,00	0,00	663 228,71	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan des Mobilités Douces	GE014E24	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	50 501,00	476 093,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Grosses réparations Itinéraires Cyclables Hors Loire à Vélo	GE014E21	600 000,00	0,00	600 000,00	50 000,00	78 485,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Grosses réparations Itinéraires Cyclables Loire à Vélo - Conv. R/D	GE014E22	600 000,00	121 499,00	721 499,00	150 000,00	8 360,07	0,00	0,00	0,00	0,00
Total MOBILITES DOUCES		2 920 000,00	121 499,00	3 041 499,00	250 501,00	1 226 168,12	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPLACEMENTS DOUX ET MOBILITES DURABLES		2 920 000,00	121 499,00	3 041 499,00	250 501,00	1 226 168,12	0,00	0,00	0,00	0,00
Matériel d'entretien ATTEE 2023	GE043E41	750 000,00	0,00	750 000,00	150 000,00	297 109,51	0,00	0,00	0,00	0,00
Mobilier Scolaire 2023	GE043E40	2 400 000,00	0,00	2 400 000,00	400 000,00	514 011,01	0,00	0,00	0,00	0,00
Matériel de cuisine 2022	GE043E36	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	41 141,00	479 665,69	0,00	0,00	0,00	0,00
Matériel de cuisine 2024	GE043E54	2 550 000,00	0,00	2 550 000,00	808 860,00	870 699,97	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan informatique 2021	GE043E35	6 000 000,00	1 052 585,23	7 052 585,23	1 599 273,00	96 508,26	0,00	0,00	0,00	0,00
Total AIDES AUX COLLEGES PUBLICS		13 300 000,00	1 052 585,23	14 352 585,23	2 999 274,00	2 257 994,44	0,00	0,00	0,00	0,00
Travaux collèges privés 2025	GE044E10	0,00	1 440 000,00	1 440 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	0,00	0,00	0,00
Total AIDES AUX COLLEGES PRIVES		0,00	1 440 000,00	1 440 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	0,00	0,00	0,00
AP Végétalisation/Aménagement Cours Collèges	GE097E30	2 230 000,00	0,00	2 230 000,00	443 000,00	17 038,83	0,00	0,00	0,00	0,00
Collège Malraux Amboise extension restructuration demi-pension SEE	GE097E39	2 327 496,00	0,00	2 327 496,00	0,00	576 178,00	1 751 318,00	0,00	0,00	0,00
Collèges Fondettes extension restructuration demi-pension SEE	GE097E37	1 061 044,00	0,00	1 061 044,00	0,00	707 621,00	353 423,00	0,00	0,00	0,00
Collèges Luynes extension plonge et réfection couverture SEE	GE097E38	583 390,00	0,00	583 390,00	60 000,00	523 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise aux normes accessibilité	GE097E29	2 857 349,00	525 760,14	3 383 109,14	590 005,00	700 000,00	499 999,00	0,00	0,00	0,00
Travaux de restructuration dans les Collèges	GE097E19	35 675 000,00	2 000 000,00	37 675 000,00	5 373 000,00	9 514 808,24	0,00	0,00	0,00	0,00
Grosses réparations collèges 2022	GE097E28	5 850 000,00	0,00	5 850 000,00	10 201,00	1 726 121,20	0,00	0,00	0,00	0,00
Grosses réparations collèges 2023	GE097E35	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	375 158,41	880 109,64	0,00	0,00	0,00	0,00
Grosses réparations collèges 2024	GE097E41	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	114 642,00	3 805 082,13	0,00	0,00	0,00	0,00
Grosses réparations collèges 2025	GE097E42	0,00	15 000 000,00	15 000 000,00	3 860 605,00	5 419 698,00	5 419 697,00	300 000,00	0,00	0,00
Bâtiments Modulaires 2022	GE097E31	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00	323 631,00	454 203,49	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025 - Annexe 3-1

LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	CODE AP	TOTAL AP AU 31/12/2024	CREATION OU MODIFICATION D'AP AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AP APRES VOTE BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
Total ENTRETIEN ET RESTRUCTURATION DES COLLEGES PUBLICS		63 384 279,00	17 525 760,14	80 910 039,14	11 150 242,41	24 324 250,53	8 024 437,00	300 000,00	0,00	0,00
TOTAL EDUCATION JEUNESSE		76 684 279,00	20 018 345,37	96 702 624,37	14 629 516,41	27 062 244,97	8 504 437,00	300 000,00	0,00	0,00
Programme ouvrage d'art 2022	GE001E97	2 485 229,00	0,00	2 485 229,00	21 476,00	2 081,95	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme ouvrage d'art 2025	GE001E128	3 200 000,00	0,00	3 200 000,00	500 000,00	900 000,00	900 000,00	900 000,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2024 - SEER	GE001E123	350 000,00	0,00	350 000,00	50 000,00	64,79	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2025 - SEER	GE001E136	0,00	350 000,00	350 000,00	300 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2024 - STANE	GE001E122	2 700 000,00	0,00	2 700 000,00	759 520,00	0,00	88 260,54	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2025- STANE	GE001E135	0,00	1 620 000,00	1 620 000,00	996 289,00	623 711,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2024 - STANE	GE001E125	230 000,00	0,00	230 000,00	100 000,00	45 905,92	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2025 - STANE	GE001E129	0,00	200 000,00	200 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2023 - STANO	GE001E98	3 285 300,00	0,00	3 285 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2024 - STANO	GE001E118	2 037 520,00	0,00	2 037 520,00	774 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2025 - STANO	GE001E133	0,00	1 980 000,00	1 980 000,00	1 227 000,00	753 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2024 - STANO	GE001E119	250 000,00	0,00	250 000,00	144 042,00	22,54	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2025 - STANO	GE001E141	0,00	220 000,00	220 000,00	75 958,00	144 042,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2023 - STASE	GE001E103	2 650 000,00	0,00	2 650 000,00	4 679,00	0,00	1 138,12	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2024 - STASE	GE001E124	2 700 000,00	0,00	2 700 000,00	770 092,00	0,00	0,00	422,86	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2025 - STASE	GE001E132	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00	1 715 321,00	1 084 679,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2023 - STASE	GE001E105	330 000,00	0,00	330 000,00	287,00	0,00	254,93	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2024 - STASE	GE001E120	330 000,00	0,00	330 000,00	160 000,00	21,91	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2025 - STASE	GE001E140	0,00	310 000,00	310 000,00	149 713,00	160 287,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2023 - STASO	GE001E99	2 780 000,00	0,00	2 780 000,00	8 000,00	0,00	22 353,47	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2024 - STASO	GE001E121	2 260 000,00	0,00	2 260 000,00	966 599,00	293,98	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - PCC 2025 - STASO	GE001E131	0,00	2 250 000,00	2 250 000,00	1 328 500,00	921 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2023 - STASO	GE001E107	290 000,00	1 422,00	291 422,00	1 500,00	0,00	2 041,17	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2024 - STASO	GE001E126	290 000,00	0,00	290 000,00	130 000,00	163,63	0,00	0,00	0,00	0,00
Amélioration du réseau - POAR 2025 - STASO	GE001E138	0,00	270 000,00	270 000,00	138 500,00	131 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total ENTRETIEN ET AMELIORATION DU RESEAU		26 168 049,00	10 001 422,00	36 169 471,00	10 421 476,00	4 917 273,72	1 014 048,23	900 422,86	0,00	0,00
Aménagement RD 943	GE002E09	17 000 000,00	0,00	17 000 000,00	235 850,00	2 000 000,00	2 601 256,97	5 866 145,51	0,00	0,00
Déviation de Richelieu	GE002E05	5 340 000,00	0,00	5 340 000,00	0,00	237 852,49	0,00	0,00	0,00	0,00
Limeray - Requalification et remplacement assainissement RD201	GE002E33	75 000,00	0,00	75 000,00	30 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'études des projets de voirie 2019	GE002E28	327 538,23	0,00	327 538,23	44 083,00	0,00	864,06	0,00	0,00	0,00
Programme d'études des projets de voirie 2025	GE002E44	0,00	200 000,00	200 000,00	20 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025 - Annexe 3-1

LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	CODE AP	TOTAL AP AU 31/12/2024	CREATION OU MODIFICATION D'AP AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AP APRES VOTE BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
Programme d'Etudes de maîtrise d'œuvre 2019	GE002E25	260 000,00	0,00	260 000,00	41 381,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'Etudes de maîtrise d'œuvre 2025	GE002E43	0,00	200 000,00	200 000,00	20 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00
RD31D Réfection pont - Descartes	GE002E41	2 400 000,00	0,00	2 400 000,00	1 430 000,00	20 121,12	0,00	0,00	0,00	0,00
RD356 - Réfection des ouvrages sur Saché	GE002E39	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	112 000,00	1 283 304,68	0,00	0,00	0,00	0,00
RD757 Réfection ponts - l'Ile bouchard	GE002E42	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	281 600,00	1 805 000,00	1 841 766,84	0,00	0,00	0,00
Réhabilitation du Pont Charles de Gaulle à Vouvray	GE002E26	4 550 000,00	0,00	4 550 000,00	201 000,00	1 068 816,08	157 688,03	0,00	0,00	0,00
Réparation des perrés de Vétetz	GE002E38	1 455 000,00	0,00	1 455 000,00	0,00	99 086,05	0,00	0,00	0,00	0,00
Total GRANDS TRAVAUX ROUTIERS		36 907 538,23	400 000,00	37 307 538,23	2 415 914,00	6 659 180,46	4 721 575,90	5 986 145,51	0,00	0,00
TOTAL INFRASTRUCTURES ROUTIERES		63 075 587,23	10 401 422,00	73 477 009,23	12 837 390,00	11 576 454,18	5 735 624,13	6 886 568,37	0,00	0,00
Accessibilité au Public - Tour Agnès SOREL	GE051E09	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	18 000,00	1 182 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Forteresse de Chinon - Remparts SEE	GE051E10	2 947 122,00	0,00	2 947 122,00	300 000,00	819 845,00	686 241,70	803 445,28	0,00	0,00
Grosses Réparations Monuments 2023	GE051E17	2 689 500,00	0,00	2 689 500,00	585 000,00	410 000,00	460 000,00	905 887,53	0,00	0,00
Remparts loches tranche 3 conv région	GE051E19	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	680 000,00	680 000,00	680 000,00	838 666,02	0,00	0,00
Total CONSERVATION DU PATRIMOINE CULTUREL		9 836 622,00	0,00	9 836 622,00	1 583 000,00	3 091 845,00	1 826 241,70	2 547 998,83	0,00	0,00
TOTAL MONUMENTS ET PATRIMOINE CULTUREL		9 836 622,00	0,00	9 836 622,00	1 583 000,00	3 091 845,00	1 826 241,70	2 547 998,83	0,00	0,00
Aménagement et Développement Durable du Territoire Sport de Nature 2024	GE057E09	250 000,00	-200 865,00	49 135,00	22 512,88	20 462,48	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement et Développement Durable du Territoire Sport de Nature 2025	GE057E10	0,00	150 000,00	150 000,00	25 000,00	62 500,00	62 500,00	0,00	0,00	0,00
Total DEVELOPPEMENT SPORTIF DES TERRITOIRES		250 000,00	-50 865,00	199 135,00	47 512,88	82 962,48	62 500,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SPORT ET VIE ASSOCIATIVE		250 000,00	-50 865,00	199 135,00	47 512,88	82 962,48	62 500,00	0,00	0,00	0,00
FIDIT 2021	GE059E20	904 798,45	0,00	904 798,45	89 514,43	38 102,80	0,00	0,00	0,00	0,00
FIDIT 2022	GE059E21	861 228,40	0,00	861 228,40	152 246,83	45 179,09	0,00	0,00	0,00	0,00
FIDIT 2023	GE059E23	640 785,00	0,00	640 785,00	159 783,51	11 247,37	0,00	0,00	0,00	0,00
FIDIT 2024	GE059E29	665 000,00	0,00	665 000,00	275 000,00	240 255,11	0,00	0,00	0,00	0,00
Total DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE		3 071 811,85	0,00	3 071 811,85	676 544,77	334 784,37	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TOURISME		3 071 811,85	0,00	3 071 811,85	676 544,77	334 784,37	0,00	0,00	0,00	0,00
CPIER Loire - PLGN IV	GE009E10	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	64 500,00	148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restauration des milieux aquatiques 2015	GE009E06	707 920,21	0,00	707 920,21	54 478,31	23 078,84	0,00	0,00	0,00	0,00
Restauration des milieux aquatiques 2020	GE009E11	928 962,11	0,00	928 962,11	150 000,00	172 709,51	0,00	0,00	0,00	0,00
Restauration des milieux aquatiques 2023	GE009E12	1 480 000,00	0,00	1 480 000,00	100 000,00	1 331 052,51	0,00	0,00	0,00	0,00
Restauration des milieux aquatiques 2024	GE009E13	380 000,00	0,00	380 000,00	40 000,00	106 002,80	233 997,20	0,00	0,00	0,00
Barrage de Ballan-Miré	GE009E15	0,00	250 000,00	250 000,00	100 000,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Schéma Départemental d'Alimentation en eau potable	GE009E14	0,00	300 000,00	300 000,00	75 000,00	75 000,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00
Total GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT		6 496 882,32	550 000,00	7 046 882,32	583 978,31	2 005 843,66	383 997,20	0,00	0,00	0,00

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025 - Annexe 3-1

LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	CODE AP	TOTAL AP AU 31/12/2024	CREATION OU MODIFICATION D'AP AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AP APRES VOTE BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
Aménagement et Développement Durable du Territoire 2018	GE010E21	495 798,63	0,00	495 798,63	0,00	4 654,33	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement et Développement Durable du Territoire 2020	GE010E24	438 468,74	0,00	438 468,74	4 312,00	24 052,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement et Développement Durable du Territoire 2021	GE010E25	360 220,08	0,00	360 220,08	28 770,00	107 825,20	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement et Développement Durable du Territoire 2022	GE010E30	445 008,77	0,00	445 008,77	104 268,24	29 857,56	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement et Développement Durable du Territoire 2023	GE010E38	265 987,23	0,00	265 987,23	136 846,00	47 665,28	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement et Développement Durable du Territoire 2024	GE010E50	250 000,00	0,00	250 000,00	110 000,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement et Développement Durable du Territoire 2025	GE010E56	0,00	200 000,00	200 000,00	30 000,00	100 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
Continuité Ecologique	GE010E27	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	120 480,00	817 367,41	0,00	0,00	0,00	0,00
Fenêtres sur Loire	GE010E44	929 000,00	0,00	929 000,00	324 716,74	94 401,92	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan de gestion des sites ENS 2018	GE010E18	3 870 000,00	0,00	3 870 000,00	566 292,00	1 126 413,12	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan de gestion des sites locaux ENS 2016	GE010E16	620 000,00	-2 490,09	617 509,91	188 080,64	174 642,82	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan de gestion des sites locaux ENS 2025	GE010E55	0,00	300 000,00	300 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
Plan forêt Conv R/D	GE010E26	717 078,00	0,00	717 078,00	343 000,00	241 571,96	0,00	0,00	0,00	0,00
Travaux Lac de Chemillé	GE010E42	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00	524 000,00	576 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total PRESERVATION DES ESPACES NATURELS ET DES PAYSAGES		10 491 561,45	497 509,91	10 989 071,36	2 580 765,62	3 584 451,60	170 000,00	0,00	0,00	0,00
Contribution PPRT	GE011E07	804 955,00	0,00	804 955,00	75 568,35	716,05	0,00	0,00	0,00	0,00
Total PREVENTION DES RISQUES		804 955,00	0,00	804 955,00	75 568,35	716,05	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRANSITION ECOLOGIQUE		17 793 398,77	1 047 509,91	18 840 908,68	3 240 312,28	5 591 011,31	553 997,20	0,00	0,00	0,00
Accompagnement Projets Photovoltaïques	GE102E07	440 800,00	0,00	440 800,00	107 537,00	303 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Collège Château-La-Vallière - chaufferie renov ENER SEE	GE102E14	3 108 703,00	0,00	3 108 703,00	0,00	1 240 461,00	1 868 242,00	0,00	0,00	0,00
Contrat de Performance Energétique Collèges	GE102E09	1 360 000,00	0,00	1 360 000,00	663 150,00	344 118,63	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrat de Performance Energétique Bâtiments	GE102E05	431 123,00	10 000,00	441 123,00	50 000,00	266,86	156 857,13	0,00	0,00	0,00
Contrat de Performance Environnementale Bâtiments	GE102E06	14 800 000,00	0,00	14 800 000,00	2 134 848,00	4 000 000,00	4 000 000,00	3 000 000,00	867 671,00	744 647,82
Contrat de Performance Environnementale Collèges	GE102E33	0,00	68 800,00	68 800,00	65 200,00	400,00	400,00	900,00	900,00	1 000,00
Grosses Réparations Thermique	GE102E29	601 000,00	101 020,43	702 020,43	521 387,00	172 020,60	0,00	0,00	0,00	0,00
Rénovation énergétique 4 collèges SEE	GE102E15	2 305 634,00	0,00	2 305 634,00	809 232,00	833 570,00	427 397,70	0,00	0,00	0,00
Total PERFORMANCE ENERGETIQUE		23 047 260,00	179 820,43	23 227 080,43	4 351 354,00	6 894 412,09	6 452 896,83	3 000 900,00	868 571,00	745 647,82
TOTAL TRANSITION ENERGETIQUE		23 047 260,00	179 820,43	23 227 080,43	4 351 354,00	6 894 412,09	6 452 896,83	3 000 900,00	868 571,00	745 647,82
TOTAL DGA TERRITOIRES		232 319 778,05	43 270 475,02	275 590 253,07	52 298 980,88	68 993 273,38	25 174 377,79	12 787 467,20	868 571,00	745 647,82
Grosses Réparations Bâtiments 2022	GE087E29	2 465 000,00	0,00	2 465 000,00	12 677,00	0,00	519 020,20	0,00	0,00	0,00
Grosses réparations Bâtiments 2023	GE087E36	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	106 000,00	906 958,60	0,00	0,00	0,00	0,00
Grosses Réparations Bâtiments 2024	GE087E42	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	134 323,00	1 015 677,00	570 807,87	0,00	0,00	0,00
Grosses réparations bâtiments 2025	GE087E43	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	1 654 000,00	1 449 000,00	1 449 000,00	1 448 000,00	0,00	0,00

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025 - Annexe 3-1

LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	CODE AP	TOTAL AP AU 31/12/2024	CREATION OU MODIFICATION D'AP AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AP APRES VOTE BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
Grosses réparations Laboratoire 2020	GE087E21	750 000,00	0,00	750 000,00	0,00	559 379,12	0,00	0,00	0,00	0,00
Réfection cases à sel STA	GE087E41	650 000,00	0,00	650 000,00	93 000,00	466 862,70	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction de Centres d'Exploitation (Château-Renault)	GE087E40	1 000 000,00	100 000,00	1 100 000,00	105 700,00	957 524,80	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction de Centres d'Exploitation (Ste Maure et Bléré)	GE087E26	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	2 186 353,00	2 622 575,39	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise aux normes accessibilité 2022	GE087E30	600 000,00	0,00	600 000,00	162 800,00	420 133,24	0,00	0,00	0,00	0,00
Réaménagement des abords du Prieuré St Cosme	GE087E28	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	300 000,00	1 789 021,15	0,00	0,00	0,00	0,00
Restauration Nymphée Gd Pressigny SEE	GE087E39	867 890,00	0,00	867 890,00	198 000,00	372 644,00	110 002,00	87 411,90	0,00	0,00
Restructuration de l'Hôtel consulaire	GE087E20	3 767 000,00	0,00	3 767 000,00	300 000,00	800 000,00	884 356,50	0,00	0,00	0,00
Total GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER		21 699 890,00	6 100 000,00	27 799 890,00	5 252 853,00	11 359 776,00	3 533 186,57	1 535 411,90	0,00	0,00
TOTAL GESTION PATRIMONIALE		21 699 890,00	6 100 000,00	27 799 890,00	5 252 853,00	11 359 776,00	3 533 186,57	1 535 411,90	0,00	0,00
Achats de véhicules routiers, légers et engins 2020	GE094E13	6 330 000,00	0,00	6 330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Achats de véhicules routiers, légers et engins 2024	GE094E22	6 200 000,00	0,00	6 200 000,00	949 785,00	1 990 000,00	1 923 549,79	0,00	0,00	0,00
Mobiliers et matériels techniques 2023	GE094E20	540 000,00	0,00	540 000,00	117 600,00	78 090,01	0,00	0,00	0,00	0,00
Total GESTION DU PATRIMOINE MOBILIER		13 070 000,00	0,00	13 070 000,00	1 067 385,00	2 068 090,01	1 923 549,79	0,00	0,00	0,00
TOTAL MOYENS LOGISTIQUES ET ACTIVITES TRANSVERSALES		13 070 000,00	0,00	13 070 000,00	1 067 385,00	2 068 090,01	1 923 549,79	0,00	0,00	0,00
Aménagement numérique/travaux de salles de l'Hôtel du Département	GE076E14	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	0,00	963 750,00	113 499,77	0,00	0,00	0,00
Transformation numérique	GE076E10	19 384 765,31	0,00	19 384 765,31	3 299 840,25	3 330 511,00	3 883 641,98	0,00	0,00	0,00
Total GESTION DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES		20 784 765,31	0,00	20 784 765,31	3 299 840,25	4 294 261,00	3 997 141,75	0,00	0,00	0,00
TOTAL STRATEGIE DES SYSTEMES D'INFORMATION		20 784 765,31	0,00	20 784 765,31	3 299 840,25	4 294 261,00	3 997 141,75	0,00	0,00	0,00
TOTAL DGA RESSOURCES		55 554 655,31	6 100 000,00	61 654 655,31	9 620 078,25	17 722 127,01	9 453 878,11	1 535 411,90	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		328 272 960,36	52 583 180,02	380 856 140,38	76 073 935,13	99 131 207,46	38 339 490,67	16 457 401,35	1 648 573,06	1 445 647,82

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET ANNEXE DES BOUTIQUES - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025

LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	CODE AP	TOTAL AP AU 31/12/2024	CREATION OU MODIFICATION D'AP AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AP APRES VOTE BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
Entretien courant et petits travaux dans les boutiques	BO002E05	195 000,00	0,00	195 000,00	100 000,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		195 000,00	0,00	195 000,00	195 000,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2025 - Annexe 3-2

LIBELLE DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT (AE)	CODE AE	TOTAL AE FIN EXERCICE 2024	CREATION OU MODIFICATION D'AE AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AE APRES BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030 A 2035
DSP Longeville-sur-Mer	GE020E07	4 625 513,00	-10 143,00	4 615 370,00	331 628,00	271 006,00	258 763,00	254 660,00	253 530,00	1 784 278,05
Total CENTRES DE VACANCES		4 625 513,00	-10 143,00	4 615 370,00	331 628,00	271 006,00	258 763,00	254 660,00	253 530,00	1 784 278,05
TOTAL ACTION SOCIALE		4 625 513,00	-10 143,00	4 615 370,00	331 628,00	271 006,00	258 763,00	254 660,00	253 530,00	1 784 278,05
Aide à la vie partagée (AVP) personnes handicapées	GE024E09	2 215 000,00	0,00	2 215 000,00	356 000,00	430 000,00	430 000,00	430 000,00	333 790,58	0,00
Total MAINTIEN A DOMICILE DES PERSONNES HANDICAPEES		2 215 000,00	0,00	2 215 000,00	356 000,00	430 000,00	430 000,00	430 000,00	333 790,58	0,00
Aide à la vie partagée (AVP) personnes âgées	GE029E13	7 400 000,00	0,00	7 400 000,00	534 100,00	1 745 000,00	1 791 567,00	1 245 000,00	1 679 683,00	0,00
Convention CNSA section IV	GE029E11	513 315,00	0,00	513 315,00	996,00	35 108,15	0,00	0,00	0,00	0,00
Convention intervention CNSA	GE029E18	775 000,00	0,00	775 000,00	300 000,00	446 081,59	0,00	0,00	0,00	0,00
PromotionMetiersConvReg	GE029E16	200 000,00	0,00	200 000,00	95 000,00	19 197,58	0,00	0,00	0,00	0,00
Conférence financeurs actions préventions	GE029E21	0,00	1 800 000,00	1 800 000,00	595 000,00	605 000,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00
Total AUTRES DEPENSES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES		8 888 315,00	1 800 000,00	10 688 315,00	1 525 096,00	2 850 387,32	2 391 567,00	1 245 000,00	1 679 683,00	0,00
TOTAL AUTONOMIE		11 103 315,00	1 800 000,00	12 903 315,00	1 881 096,00	3 280 387,32	2 821 567,00	1 675 000,00	2 013 473,58	0,00
Relais Petite Enfance 2024	GE022E24	219 380,00	0,00	219 380,00	43 876,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total MODE D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS		219 380,00	0,00	219 380,00	43 876,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ENFANCE ET FAMILLE		219 380,00	0,00	219 380,00	43 876,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lutte Habittat Indigne 2024	GE033E31	240 000,00	0,00	240 000,00	40 000,00	80 000,00	100 495,00	0,00	0,00	0,00
Total ACTIONS EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVE		240 000,00	0,00	240 000,00	40 000,00	80 000,00	100 495,00	0,00	0,00	0,00
SLIME 2024	GE034E32	225 855,00	70 000,00	295 855,00	105 862,00	85 788,69	0,00	0,00	0,00	0,00
ACTIONS PD2H 2025	GE034E37	0,00	391 640,00	391 640,00	313 312,00	78 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions PDALPD 2022	GE034E22	1 106 740,00	0,00	1 106 740,00	78 328,00	9 777,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total DISPOSITIFS SPECIFIQUES LIES A L'HABITAT		1 332 595,00	461 640,00	1 794 235,00	497 502,00	173 893,69	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL HABITAT		1 572 595,00	461 640,00	2 034 235,00	537 502,00	253 893,69	100 495,00	0,00	0,00	0,00
Territoire 0 chomeurs Bléré 2022	GE030E20	471 830,00	0,00	471 830,00	176 888,00	81 645,05	0,00	0,00	0,00	0,00
Territoire 0 chomeurs Sanitas Velpeau	GE030E23	412 811,00	0,00	412 811,00	63 112,00	320 315,73	0,00	0,00	0,00	0,00
FDIPE Permis et Formations 2024	GE030E22	60 000,00	0,00	60 000,00	28 000,00	24 489,83	0,00	0,00	0,00	0,00
FDIPE Permis et Formations 2025	GE030E25	0,00	60 000,00	60 000,00	32 000,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds social européen inclusion 2021	GE030E14	3 203 200,00	1 410 000,00	4 613 200,00	1 380 000,00	1 327 166,72	0,00	0,00	0,00	0,00
Total INCLUSION DES PUBLICS EN DIFFICULTE		4 147 841,00	1 470 000,00	5 617 841,00	1 680 000,00	1 781 617,33	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL INSERTION		4 147 841,00	1 470 000,00	5 617 841,00	1 680 000,00	1 781 617,33	0,00	0,00	0,00	0,00

LIBELLE DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT (AE)	CODE AE	TOTAL AE FIN EXERCICE 2024	CREATION OU MODIFICATION D'AE AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AE APRES BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030 A 2035
Accompagnement social au logement 2021	GE035E11	1 370 637,00	0,00	1 370 637,00	0,00	43 722,03	0,00	0,00	0,00	0,00
Accompagnement social au logement 2024	GE035E13	542 629,00	0,00	542 629,00	108 525,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Accompagnement social au logement 2025	GE035E14	0,00	417 629,00	417 629,00	309 104,00	108 525,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT		1 913 266,00	417 629,00	2 330 895,00	417 629,00	152 247,03	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL LOGEMENT		1 913 266,00	417 629,00	2 330 895,00	417 629,00	152 247,03	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DGA SOLIDARITES		23 581 910,00	4 139 126,00	27 721 036,00	4 891 731,00	5 739 151,37	3 180 825,00	1 929 660,00	2 267 003,58	1 784 278,05
Convention d'objectifs Grand Théâtre de Tours	GE046E11	850 000,00	0,00	850 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	0,00	0,00
Total ACTIONS EN FAVEUR DES DISCIPLINES CULTURELLES		850 000,00	0,00	850 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	0,00	0,00
TOTAL ACTION CULTURELLE		850 000,00	0,00	850 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	0,00	0,00
Budget participatif 2023	GE006E50	150 000,00	0,00	150 000,00	2 276,61	12 891,93	0,00	0,00	0,00	0,00
Total DEVELOPPEMENT TERRITORIAL		150 000,00	0,00	150 000,00	2 276,61	12 891,93	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		150 000,00	0,00	150 000,00	2 276,61	12 891,93	0,00	0,00	0,00	0,00
Atout collégiens - 2023	GE043E43	120 000,00	0,00	120 000,00	30 000,00	8 318,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total AIDES AUX COLLEGES PUBLICS		120 000,00	0,00	120 000,00	30 000,00	8 318,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL EDUCATION JEUNESSE		120 000,00	0,00	120 000,00	30 000,00	8 318,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DSP HOMMES	GE059E28	358 322,00	0,00	358 322,00	176 164,00	5 994,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE		358 322,00	0,00	358 322,00	176 164,00	5 994,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TOURISME		358 322,00	0,00	358 322,00	176 164,00	5 994,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CEN Puy Eperon Bléré	GE010E49	400 000,00	0,00	400 000,00	165 860,00	152 526,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Convention biodiversité	GE010E48	481 255,00	0,00	481 255,00	166 785,00	186 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Entretien ENS départementaux	GE010E47	244 889,00	0,00	244 889,00	82 635,00	126 704,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Entretien lac de chemillé	GE010E39	360 000,00	0,00	360 000,00	220 000,00	121 005,51	0,00	0,00	0,00	0,00
Total PRESERVATION DES ESPACES NATURELS ET PAYSAGES		1 486 144,00	0,00	1 486 144,00	635 280,00	586 285,53	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRANSITION ECOLOGIQUE		1 486 144,00	0,00	1 486 144,00	635 280,00	586 285,53	0,00	0,00	0,00	0,00

LIBELLE DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT (AE)	CODE AE	TOTAL AE FIN EXERCICE 2024	CREATION OU MODIFICATION D'AE AU BP 2025	MONTANT TOTAL D'AE APRES BP 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030 A 2035
Contrat de Performance Energétique Collèges 2023	GE102E11	1 826 500,00	0,00	1 826 500,00	461 500,00	506 061,00	322 825,62	0,00	0,00	0,00
Contrat de Performance Environnementale Collèges 2025	GE102E32	0,00	80 000,00	80 000,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00	18 500,00	18 500,00	19 000,00
Contrat de Performance Energétique Bâtiments 2023	GE102E10	400 000,00	0,00	400 000,00	89 000,00	89 000,00	155 477,34	0,00	0,00	0,00
Contrat de Performance Environnementale Bâtiments 2025	GE102E31	0,00	3 872 000,00	3 872 000,00	256 000,00	408 000,00	408 000,00	950 000,00	950 000,00	900 000,00
Total PERFORMANCE ENERGETIQUE		2 226 500,00	3 952 000,00	6 178 500,00	814 500,00	1 011 061,00	894 302,96	968 500,00	968 500,00	919 000,00
TOTAL TRANSITION ENERGETIQUE		2 226 500,00	3 952 000,00	6 178 500,00	814 500,00	1 011 061,00	894 302,96	968 500,00	968 500,00	919 000,00
Transports scolaires Elèves Etudiants Handicapés 2024	GE004E10	17 200 000,00	0,00	17 200 000,00	4 200 000,00	4 300 000,00	4 400 000,00	2 649 390,46	0,00	0,00
Total TRANSPORTS SCOLAIRES		17 200 000,00	0,00	17 200 000,00	4 200 000,00	4 300 000,00	4 400 000,00	2 649 390,46	0,00	0,00
TOTAL TRANSPORTS		17 200 000,00	0,00	17 200 000,00	4 200 000,00	4 300 000,00	4 400 000,00	2 649 390,46	0,00	0,00
TOTAL DGA TERRITOIRES		22 390 966,00	3 952 000,00	26 342 966,00	6 028 220,61	6 094 550,46	5 464 302,96	3 787 890,46	968 500,00	919 000,00
Location Maintenance Reprographie 2020	GE094E15	526 000,00	52 200,00	578 200,00	65 344,46	4 637,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Location Maintenance Reprographie 2025	GE094E23	0,00	690 000,00	690 000,00	101 145,00	172 532,00	172 532,00	172 532,00	71 259,00	0,00
Total GESTION DU PATRIMOINE MOBILIER		526 000,00	742 200,00	1 268 200,00	166 489,46	177 169,67	172 532,00	172 532,00	71 259,00	0,00
Prestations intellectuelles 2023	GE101E08	600 000,00	0,00	600 000,00	10 050,00	203 244,88	0,00	0,00	0,00	0,00
Prestations intellectuelles 2024	GE101E10	600 000,00	0,00	600 000,00	52 786,00	341 689,51	0,00	0,00	0,00	0,00
Prestations intellectuelles 2025	GE101E11	0,00	300 000,00	300 000,00	187 164,00	112 836,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total AUDITS ET CONSEILS		1 200 000,00	300 000,00	1 500 000,00	250 000,00	657 770,39	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL MOYENS LOGISTIQUES ET ACTIVITES TRANSVERSALES		1 726 000,00	1 042 200,00	2 768 200,00	416 489,46	834 940,06	172 532,00	172 532,00	71 259,00	0,00
Maintien en condition opérationnelle 2022	GE076E15	11 354 373,92	0,00	11 354 373,92	2 268 877,00	2 436 000,00	2 768 089,84	0,00	0,00	0,00
Total GESTION DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES		11 354 373,92	0,00	11 354 373,92	2 268 877,00	2 436 000,00	2 768 089,84	0,00	0,00	0,00
TOTAL STRATEGIE DES SYSTEMES D'INFORMATION		11 354 373,92	0,00	11 354 373,92	2 268 877,00	2 436 000,00	2 768 089,84	0,00	0,00	0,00
TOTAL DGA RESSOURCES		13 080 373,92	1 042 200,00	14 122 573,92	2 685 366,46	3 270 940,06	2 940 621,84	172 532,00	71 259,00	0,00
TOTAL GENERAL		59 053 249,92	9 133 326,00	68 186 575,92	13 605 318,07	15 104 641,89	11 585 749,80	5 890 082,46	3 306 762,58	2 703 278,05